

M 2485 - 158 - 5,00 F
3792485005003 01580

REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

LE CAPITALISME,
C'EST LA MISERE, LA GUERRE,
LA BARBARIE.
LA SEULE ALTERNATIVE,
C'EST LE DEVELOPPEMENT
DE LA LUTTE DE CLASSE

Avec le formidable déploiement de bâtiments de guerre dans le golfe Persique au cours de ces dernières semaines, le capitalisme nous a une nouvelle fois démontré qu'il est aujourd'hui synonyme de guerres, de destructions, de massacres. Dans cette partie du monde, les affrontements militaires entre l'Irak et l'Iran ont déjà fait plus d'un million de morts. L'entrée en scène directe des grandes puissances du bloc occidental -USA, France, Grande-Bretagne- avec leurs moyens militaires démesurés donne une dimension encore plus terrifiante à ces conflits qui risquent d'amplifier la barbarie qui s'y déchaîne depuis plus de sept ans.

En France, comme dans tous les pays industrialisés, cette escalade guerrière dans laquelle sont impliqués tous les Etats du bloc occidental ne peut pas laisser la classe ouvrière indifférente. Lorsque le capitalisme s'en-gouffre dans des affrontements guerriers, c'est toujours la classe ouvrière qui en est la principale victime et c'est elle seule qui peut s'opposer à cette barbarie.

C'EST TOUT LE CAPITALISME QUI EST RESPONSABLE DE LA BARBARIE AU MOYEN-ORIENT

Avec l'envoi par les grandes puissances de porte-avions équipés de missiles prêts à frapper à n'importe quel moment et à n'importe quel endroit du Golfe jamais, depuis les guerres de Corée et du Vietnam, une telle puissance de feu n'avait été concentrée dans une région du monde et qui représente au total une force navale équivalant à l'ensemble de la flotte militaire française.

Et c'est une fois de plus au nom de la "paix", de la "liberté", de la "démocratie" que toutes les forces bourgeois de droite comme de gauche viennent justifier et soutenir la mise en place d'une telle armada dans le Golfe. On nous dit que c'est l'Iran qui veut la guerre,

on désigne la "patrie des mollahs" comme berceau du terrorisme international alors que tous les Etats sont complices. Non seulement l'Irak qui a déclenché les hostilités avec la bénédiction et le soutien militaire de toutes les puissances européennes (notamment la France, un de ses principaux fournisseurs d'armes), mais surtout les pays du bloc occidental qui, sous l'égide des USA, mènent depuis le début des années 80 et la chute du Shah, une stratégie d'encerclement de l'URSS visant à lui barrer toute voie d'accès aux mers chaudes (cf. article p.6).

La classe ouvrière n'a aucune illusion à se faire. Si les canons américains, britanniques et français sont aujourd'hui braqués sur l'Iran, ce n'est certainement pas parce que les "démocraties menacées" seraient investies d'une quelconque mission pacifatrice comme le prétend la propagande bourgeoise. Bien au contraire. Il est clair que le bloc US est plus que jamais déterminé à utiliser les grands moyens si nécessaires pour ramener l'Iran sous sa botte. Et pour affirmer bien haut et bien fort sa détermination, le bloc US n'a pas manqué une autre occasion d'adresser un nouvel avertissement à l'Iran en frappant un grand coup le 31 juillet avec le massacre des pèlerins de La Mecque -qui a fait plus de 400 morts et près de 700 blessés- par les forces de répression d'un pays allié, l'Arabie Saoudite. Le message était clair : un bain de sang, tel est le sort qui sera réservé à l'Iran si celui-ci ne se plie pas au diktat du bloc.

Voilà ce que recouvre en réalité la prétendue mission de "paix", de "dissuasion" des forces occidentales dans la région : un pas supplémentaire dans la barbarie capitaliste.

La tension présente dans le golfe Persique nous démontre une fois de plus que toutes les négociations sur "les désarmements" et autres déclamations pacifistes de la bourgeoisie ne sont qu'une sinistre mascarade. Plus le

capitalisme s'enfonce dans la crise, plus il est aspiré par la logique barbare qu'il porte en lui et dont les événements du Moyen-Orient ne sont qu'une manifestation. Ce qui se profile en réalité derrière cette offensive du brigand impérialiste occidental contre le brigand impérialiste du bloc russe -offensive dont la réintégration de l'Iran constitue un des maillons essentiels-, c'est la guerre généralisée, seule réponse que le capitalisme soit capable de donner à sa crise.

SEUL LE COMBAT DE LA CLASSE OUVRIERE PEUT METTRE FIN A CETTE BARBARIE

Face à une situation d'une telle gravité, la classe ouvrière en France comme dans tous les pays industrialisés ne peut pas rester indifférente. Elle est concernée sur tous les plans.

Déjà, de façon immédiate, ces événements, même s'ils se déroulent à plusieurs milliers de kilomètres, n'en constituent pas moins une attaque directe contre toutes ses conditions d'existence. Ce gigantesque effort de guerre investi dans les flottes aéro-navales engagées dans le Golfe, c'est encore la classe ouvrière qui va devoir en payer le prix. Tandis qu'aux USA le déploiement des forces de l'US Navy a déjà constitué en un mois une ponction de 30 millions de \$ dans le budget de l'Etat fédéral, en France la prévision du budget 88 annoncé cet été est particulièrement éloquente : nouvelle baisse draconienne de tous les budgets sociaux au profit d'une augmentation de 5% du budget de la défense.

(suite p. 2)

SOMMAIRE

FRANCE :

. Comment lutter ? p. 3

. Mesures "anti-chômage" contre les ouvriers p. 2

LUTTE DE CLASSE INTERNATIONALE:

. Bilan des luttes en Europe p. 4

. Luttes en Corée du Sud p. 5

. Luttes ouvrières en Afrique du Sud p. 5

TENSIONS INTER-IMPERIALISTES :

. Un pas de plus dans l'engrenage guerrier p. 6

. Gouvernement, PC, PS unis p. 6

FRANCE :

COMMENT LUTTER? → PAGE 3

Mesures "anti-chômage" : TOUJOURS PLUS DE MISERE

■ Fin août, le ministère des "Affaires sociales" publiait des statistiques sur le chômage, statistiques selon lesquelles il ressortait une "diminution" du chômage ou, tout au moins une "stabilisation" de celui-ci. Ces résultats prétendument positifs ne sont en fait qu'une accumulation de trucages des chiffres sur la base des mesures de "lutte contre le chômage" engagées il y a plus de trois mois par le ministère Séguin, qui prenaient le relais des TUC, TIG, etc... mis en place par la gauche.

Le gouvernement, en vue de la période électorale, veut nous faire croire que ses mesures ont fait baisser le chômage réel : il n'en est rien. Loin de là !

Quel est donc le secret de cette alchimie bourgeoise qui transmute l'augmentation du chômage en sa diminution ?

Tout d'abord les mesures "en faveur" des jeunes, engagées dès juin, intitulées "contrats d'adaptation et stages d'initiation à la vie professionnelle", ont pour but, non pas de faciliter l'accès ou mieux de former des jeunes à la vie professionnelle, mais de reculer leur inscription à l'ANPE. Ces mesures ont permis ainsi de diminuer de 15/8% par rapport à l'an dernier les chiffres des "premières entrées" sur le marché du travail, en fait de diminuer d'autant les chiffres des jeunes chômeurs, parce

que ce sont ceux qui n'auront pas de travail au sortir de l'école qui s'inscrivent dans ces stages. Les stages de reconversion, de formation, anti-chambres du chômage définitif, apportent leur contribution à la manipulation

A cela s'ajoute une politique de radiations pures et simples de l'ANPE : elles ont progressé de 52,8% en un an. Non content de cela, Séguin a engagé dès juin également une politique de radiations des chômeurs de plus de 55 ans. Fin août, l'offensive à ce niveau s'est encore accentuée. Ne seront plus considérés comme chômeurs :

- ceux qui refusent un emploi quel qu'il soit;
- ceux qui ne respectent pas scrupuleusement les convocations à l'ANPE ;
- ceux qui refusent les contrats de formation ;
- ceux qui ne sont pas en mesure de fournir des justificatifs de l'"accomplissement d'actes positifs de recherche d'emploi".

Ainsi les ouvriers au chômage qui refusent les conditions d'exploitation auxquelles on veut les soumettre, qui réclament un salaire décent pour vivre et faire vivre leur famille, vont être jetés à la rue, et on leur dira encore : "C'est de votre faute ! vous en voulez trop !"

On nous ressasse donc que le chômage diminue alors qu'on peut compter plus de 3,5 millions de chômeurs, dont 1,5 million au moins ne sont pas indemnisés. Et la bourgeoisie est en effet bien décidée à s'attaquer à ce problème mais contre les ouvriers et les chômeurs eux-mêmes :

- ainsi la restructuration des ANPE qui doit se faire "en vue du développement de la formation en alternance !". Sans compter donc les licenciements qui ont commencé et vont augmenter pour les salariés de l'ANPE : on nous déclare ouvertement qu'elle ne servira plus à trouver ou chercher du travail, mais à "former" les chômeurs...au chômage.

- ainsi, dès octobre prochain les ASSEDIC et l'UNEDIC vont être le point de mire des négociations de la bourgeoisie contre les ouvriers (voir RI 159). Après la Sécurité Sociale, ce sont ces organismes payeurs qui vont être démembrés ce qui ne saurait se traduire pour les ouvriers comme pour les chômeurs, autrement que par de nouvelles agressions à leurs conditions de vie.

Aggravation du chômage, de la misère, précarité de l'emploi, augmentation des cotisations sociales pour tous les ouvriers, voici ce qui se cache derrière les discours et les mesures "de lutte contre le chômage". Pas une région, pas un secteur, privé ou public, ne sera épargné.

PPR

MISERE, GUERRE...

Ainsi, c'est au prix d'une nouvelle "cure" d'austérité que les ouvriers vont devoir faire les frais de cet investissement militaire dans le golfe : baisse des salaires, augmentation des impôts, surexploitation accrue...

Mais ce n'est pas seulement sur le plan économique que la classe ouvrière est immédiatement touchée par cette intensification sans précédent des tensions interimpérialistes au Moyen-Orient. C'est également dans sa chair qu'elle est attaquée : avec l'envoi du contingent dans le golfe Persique, ce sont de jeunes ouvriers en uniforme qui sont en permanence exposés aux risques de canonnade pour une cause qui n'est pas la leur. Une telle attaque contre une partie de la classe ouvrière nous donne un aperçu de ce qui attend l'ensemble du prolétariat si la logique guerrière du capitalisme arrive à son terme : non seulement ce seront, dans les grandes puissances industrielles, des dizaines de millions d'ouvriers qui seront envoyés à la boucherie impérialiste, comme ce fut le cas en 1914 et 1939, mais, pire, avec les moyens militaires dont disposent aujourd'hui les grandes puissances, cette logique capitaliste ne pourra aboutir qu'à la destruction de l'humanité.

C'est justement parce que les événements du Moyen-Orient portent en eux cette barbarie guerrière du capitalisme que la classe ouvrière de tous les pays - et particulièrement celle des pays d'Europe occidentale - est directement concernée.

La classe ouvrière est la seule force capable de s'opposer à la guerre. C'est elle qui, en 1917, a mis fin à la première guerre mondiale. C'est son écrasement dans les années 30 qui a permis à la bourgeoisie de déchaîner la seconde boucherie impérialiste. Ce sont les luttes qu'elle mène depuis 20 ans contre la dégradation de toutes ses conditions de vie qui empêchent la crise du capitalisme d'aboutir à une troisième guerre mondiale. Face aux tensions guerrières qui se développent au Moyen-Orient, toutes les fractions de la bourgeoisie appellent aujourd'hui, comme elles l'ont toujours fait par le passé, à l'union nationale au nom de la "paix", de la "démocratie", de la "liberté".

La classe ouvrière, en France comme dans tous les pays, ne doit ni adhérer à tous les mensonges bourgeois, ni resserrer les rangs derrière ses propres exploiteurs, ni rester passive. Au contraire. Avec le déchaînement de la barbarie capitaliste au Moyen-Orient, elle doit trouver une raison supplémentaire de développer, d'unifier de généraliser les luttes d'ores et déjà engagées contre tous les sacrifices que tente de lui imposer quotidiennement le capitalisme en crise. Elle doit prendre conscience de la portée générale et historique des combats qu'elle mène aujourd'hui en comprenant en particulier que ses luttes ne sont pas une simple résistance aux attaques économiques du capital. Elles constituent le seul obstacle capable d'empêcher le capitalisme de déchaîner dès à présent sa barbarie généralisée et portent en elles la seule alternative à cette barbarie : le renversement de ce système par la révolution prolétarienne et l'instauration d'une société sans crise, sans guerre et sans exploitation.

Avril
29.8.87

AFRIQUE DU SUD : Information de dernière minute

A l'heure où nous mettons sous presse, nous apprenons que le NUM, après avoir isolé les mineurs, les avoir livrés aux licenciements et à la répression, leur fait aujourd'hui reprendre le travail, sans avoir rien gagné, notamment sur les salaires, principale revendication pour laquelle ils luttaient.

La Rédaction

Quelques librairies où on peut trouver la presse du CCI :

- MONTAUBAN : "Maison de la Presse", rue de la République.
- MONTPELLIER : "La Brèche", rue de l'Université.
- MONTROUGE : "La Boulangerie", 67, rue de Bagneux.
- NANTES : "Le Bateau Livre", rue Jean-Jaurès.
- NICE : "Le Temps de Vivre", 50, boulevard de la Madeleine.
- ORLEANS : "Temps Modernes", rue Notre-Dame-de-la-Délivrance.
- PARIS : "L'Herbe Rouge", 1 bis, rue d'Alésia (75015). "Parallèles", 47, rue St-Honoré (75008).
- PAU : "L'Etincelle", 41, rue Maréchal-Joffre.
- ROUEN : "L'Armitière", 5, rue Basnage.
- TOULOUSE : "Toulouse Presse" 60, rue Bayard. FNAC, 1 bis, place Occitane. Centre Commercial Reynerie. "Privat", rue des Arts. "Les Arcades", place du Capitole.
- METZ : "Librairie Géronimo" 31, rue du Pont-des-Morts.
- CLERMONT-FERRAND : "Le Papyvore", 3, rue de l'Ente.



Appel aux lecteurs

L'actuelle montée de la lutte de classe exige une intervention accrue des révolutionnaires.

C'est encore avec de faibles forces que les révolutionnaires doivent faire face à des tâches gigantesques c'est pourquoi nous faisons appel à tous nos lecteurs, tous nos sympathisants qui désirent collaborer à la diffusion de nos tracts, comme certains nous l'ont déjà proposé. Les informations qu'ils peuvent avoir sur ce qui se passe autour d'eux, nous seraient aussi utiles, vu le black-out entretenu sciemment par la bourgeoisie sur les grèves ouvrières. Enfin, nous avons besoin que notre presse soit déposée dans les librairies ou dans les kiosques, et il est souhaitable que toutes les énergies se mobilisent pour effectuer un suivi régulier de la diffusion.

Nous profitons également de l'occasion pour renouveler nos appels à ce que des critiques ou commentaires nous parviennent.

APPEL A SOUSCRIPTION

L'AIDE POUR LA DEFENSE DE NOS IDEES PASSE AUSSI PAR DES SOUSCRIPTIONS. NOUS POURSUIVONS L'APPEL LANCE EN MAI 85 POUR LE SOUTIEN A NOTRE PRESSE ET A NOTRE INTERVENTION.

SOUSCRIPTION PERMANENTE

D. (Rouen) : 600 F
Pau : 300 F
Total : 900 F
Total général : 4019,50



REUNIONS PUBLIQUES

BORDEAUX :

Réunion publique le 26 septembre à 17h au Café des Arts, 138, cours Victor-Hugo. Au comptoir, demander la réunion publique de RI (Revue Internationale).

CLERMONT-FERRAND :

Réunion publique le 25.9. à 20h30, ancien lycée Blaise-Pascal, 3, rue Maréchal-Joffre.

LILLE :

Vente de la presse les 1er et 3e dimanches du mois, au marché de Wazemmes, rue des Sarrazins, angle de la rue Racine.

Le 6.9. nous tiendrons un stand à la Braderie de Lille, boulevard de la Liberté (vers les "Eaux du Nord").

LYON :

Réunion publique le 25.9. à 21h à Majo, impasse Métral. Villeurbanne, métro République.

Permanence le 29.9. à 18h, au café "La Brioche", 6, rue de la Barre, 2e métro Bellecour.

THEME : LE CAPITALISME, C'EST LA MISERE ET LA GUERRE.
UNE SEULE ALTERNATIVE : LA REVOLUTION COMMUNISTE

PARIS :

Réunion publique le samedi 19.9. à 17h au 27, avenue de Choisy, métro Porte de Choisy.

TOULOUSE :

Réunion publique le 25.9. à 21h, rendez-vous devant l'entrée du Géant Casino, Pont des Demoiselles. Permanences tous les vendredis, sauf celui de la RP, à 18h30 au café "Le Colbert", avenue St Exupéry. Vente de la presse les 2ème et 4ème dimanches du mois de 11h à 12h30, au marché aux légumes (place Jeanne d'Arc) et le 2ème dimanche du mois de 11h à 12h30 au marché aux Puces, place St Sernin.

TOURS :

Permanence le 26.9. à 17h à la Faculté des Lettres, Quai de la Loire. Rendez-vous devant la salle des Tanneurs à Tours.

FACE AUX MANOEUVRES SYNDICALES, COMMENT LUTTER?

■ En cette rentrée de septembre, les ouvriers en France se retrouvent face à un lot d'attaques toujours plus fort contre leurs conditions de vie et une aggravation de la barbarie guerrière qui lui imposent -plus que jamais- la nécessité d'engager la bataille, de riposter à tous les coups qui leur pleuvent sur le dos, et notamment ceux qui sont tombés cet été (voir article p.2). Pour que cette bataille soit victorieuse, il faut que les travailleurs la mènent en s'enrichissant des combats précédents -et notamment celui de la SNCF en décembre 86 (1). En effet, pour gagner, il est indispensable de ne pas se laisser isoler dans "sa" corporation -aussi importante soit-elle-, "sa" catégorie, mais au contraire de riposter UNIS, d'engager et d'étendre la lutte en la prenant en main indépendamment des syndicats et de leur base radicale. Ce besoin d'unification des luttes par les ouvriers eux-mêmes est aujourd'hui largement partagé; il est possible et les travailleurs n'ont pas d'hésitation à avo:

- car il n'y a pas d'autre voie pour riposter et ne pas être défaits;
- car la "rentrée sociale" des syndicats n'est rien d'autre justement que leur travail préventif -face au mécontentement- pour tenter de brouiller dans la tête des ouvriers ce besoin d'unité et pour tenter de ne pas se laisser déborder par des mouvements qu'ils savent inévitables.

C'est ainsi que, depuis quelques jours, les syndicats annoncent -aidés par tous les médias- divers mouvements de grève, de manifestation contre la perte du pouvoir d'achat, les licenciements, pour la Sécurité sociale, les libertés, pour "un peu d'oxygène à la Fonction publique...sinon...tout finira par exploser" (!)etc. F.O. annonce "une manif. nationale" le 3 octobre à Paris, la CFDT se déclare "favorable à une journée d'action" et de manifestation à la mi-octobre" et après la journée de... "grèves et de manifestations d'envergure exceptionnelle au niveau de chaque région" de la jusqu'au-boutiste CGT, le 1er octobre.

Bref ! C'est toujours la même musique : les syndicats -CGT en tête- prennent les devants pour appeler à des soi-disant ripostes. Ces ripostes, on les connaît. Il suffit de se rappeler les dizaines de journées d'action auxquelles ils ont appelé -depuis que le PC et ensuite le PS ont quitté la gestion directe de l'austérité au gouvernement : grèves de 24 h qui ne mènent qu'à une soustraction sur les feuilles de paye, pour RIEN; manifestations balades, avec la bénédiction des préfectures de police, où les ouvriers sont divisés par chapelles syndicales, par régions, corporations, catégories au sein même de la corporation, où les ouvriers au travail ou au chômage ne doivent surtout pas se contacter, ne peuvent surtout pas chercher un lieu commun pour discuter ensemble des moyens pour se battre unis contre des attaques frontales qui touchent l'ensemble de la classe ouvrière, quelle que soit sa catégorie, sa corporation, son âge, sa région. Il suffit de se rappeler aussi cette stratégie des syndicats -CGT toujours en tête- qui consiste à prendre les devants pour se proclamer "à la pointe du mouvement", comme elle l'a fait lors de la grève à la SNCF quand la lutte était...défaite ! Lorsque les cheminots, -complètement écoeurés de leurs magouilles et de leurs 14 journées d'action" dans l'année (!)- sont partis sans eux et contre eux en lutte, la CGT criait : "Ce n'est pas le moment", "vous portez tort aux usagers" pour -sans gêne- clamer ensuite que c'était elle "qui avait impulsé le mouvement" ! En réalité -et nombre d'ouvriers le savent-, la CGT a impulsé et étendu... la défaite et l'a négociée avec la direction et le gouvernement.

En plus de ce sabotage des syndicats "officiels", les syndicalistes de base et les gauchistes, avec leur langage critique de la politique syndicale, ne cessent pas de travailler à ramener les ouvriers derrière les syndicats comme si ceux-ci étaient encore l'arme et la forme d'organisation de la classe ouvrière (2). Il est important de savoir les déjouer car c'est à eux que revient notamment le sale boulot non de s'opposer ouvertement aux tentatives d'unifier les luttes mais de coller à ces tentatives pour les dénaturer, et casser ainsi la réalisation du besoin d'unité.

COMMENT SE BATTRE POUR GAGNER ?

Les ouvriers ne peuvent pas mener de bataille victorieuse sur le terrain des syndicats. C'est avec raison qu'aujourd'hui de plus en plus de travailleurs sont hostiles à ces méthodes d'enterrement et de division. Alors comment lutter ? Comment se battre pour gagner ? Là encore, les luttes de cette dernière année (voir article p.4), et plus près de nous à la SNCF, nous donnent -malgré toutes leurs faiblesses- les réponses:

- La seule façon de se défendre efficacement aujourd'hui face à toutes les attaques et les manœuvres de la bourgeoisie, c'est s'UNIR dans la lutte.

- Quel que soit le degré de combativité des ouvriers et le niveau de prise en charge de leur lutte, si celle-ci reste isolée ou enfermée dans le corporatisme, si elle ne cherche pas à s'étendre, à s'élargir aux autres secteurs pour opposer le front le plus large à l'Etat et à toutes les forces bourgeoisées coalisées contre elle, elle sera inéluctablement menée à la défaite. Pour cela, il est nécessaire de déjouer les pièges tendus par les syndicalistes de base et les gauchistes de tout poil qui osent proclamer que "c'est les ouvriers et pas eux qui sont corporatistes" alors qu'ils n'ont pas cessé de flatter et d'enfermer les ouvriers dans leur soi-disant corporation; ces mêmes gauchistes qui rétorquent -quand le mouvement avec leur aide est défait- : "Il fallait d'abord étendre au sein de la corporation". Non ! Il ne fallait pas étendre d'abord et à tout prix au sein de la corporation. Les ouvriers n'ont pas de patrie et encore moins

de corporation à défendre; il fallait que les ouvriers de la SNCF, à Paris par exemple, envoient dès le début du mouvement, des délégations en vue de rechercher la solidarité auprès des ouvriers de l'EDF, du métro, des PTT..., qui étaient tout prêts à s'unir à eux.

De même, il était nécessaire que les ouvriers de ces secteurs ne se contentent pas de se réjouir de la lutte des cheminots, mais aillent le plus tôt possible vers eux pour les rejoindre dans la lutte. Il n'y a pas de force plus grande, pour encourager les ouvriers encore hésitants à rejoindre le combat, que l'appel à la lutte solidaire par leurs frères de classe au-delà même de "leurs" secteurs. Cette recherche de la solidarité, il faut la faire très vite quand un secteur entre en lutte, sous peine de faciliter son isolement. Qu'on se rappelle les multiples réflexions qu'on entendait dans les dépôts du métro ou les centres de tri : "maintenant, c'est trop tard, il aurait fallu y aller au début", "nous avons raté une occasion, il fallait y aller avec eux..."

- Il est de l'intérêt de la lutte que les ouvriers organisent et dirigent eux-mêmes leurs luttes à tous les niveaux, à travers des assemblées générales souveraines qui prennent toutes les décisions en élisant leurs propres délégués, leurs propres comités de grève, en créant des organes de coordination inter-professionnels organisés à un niveau régional.

Là encore, les ouvriers ont à déjouer cette stratégie pernicieuse des syndicalistes de base et des gauchistes qui est de prendre un aspect du besoin d'unité que ressentent les travailleurs pour le briser. Ainsi, au début de la grève à la SNCF, les tentatives des coordinations exprimaient le besoin pour les ouvriers de coordonner eux-mêmes les différents foyers de lutte pour unir le mouvement. Ce besoin sera repris par les syndicalistes de base et les gauchistes de telle manière que, très vite, elles ne servent plus l'unification mais... l'isolement ! Pour s'être refermées sur elles-mêmes (souvenons nous : 2 coordinations à Paris, dont l'une interdit toute entrée aux ouvriers qui ne sont pas cheminots et l'autre à tous ceux qui ne sont pas spécifiquement conducteurs de train !). Non ! Un tel organe peut toujours prendre le nom de "coordination", il ne coordonne rien du tout, il est devenu une prison alors qu'au contraire il doit servir à élargir la lutte. Les véritables coordinations ouvrières ne sont pas celles non plus qu'auto-proclament aujourd'hui les gauchistes des diverses entreprises, et qui ne représentent qu'eux-mêmes.

- Il est de l'intérêt de la lutte d'ouvrir les assemblées générales et toutes les réunions à tous les autres ouvriers, actifs et chômeurs, mais également aux organisations révolutionnaires qui soutiennent la lutte, en leur accordant un temps de parole.

- Il est nécessaire que les assemblées générales prennent et affirment clairement leurs décisions à travers le vote de motions écrites et diffusées le plus largement possible.

- Il est de l'intérêt de la lutte de recourir chaque fois que nécessaire à des appels aux autres secteurs ouvriers pour qu'ils rejoignent le combat, c'est-à-dire orienter toute l'activité pour l'extension de la lutte. Pour cela, il est également nécessaire de ne pas rester cloîtrés dans son dépôt, son usine..., mais de sortir dans la rue manifester tous ensemble, non séparés les uns des autres, cherchant des lieux où puissent se tenir des meetings, appelant les ouvriers de différents secteurs, les chômeurs, les retraités, à les rejoindre.

- Il est de l'intérêt de la lutte de ne pas se laisser arrêter, pour la développer et l'élargir, par les spécificités des revendications. La lutte de l'ensemble requiert des revendications communes à tous les secteurs et exige que l'on n'arrête pas la grève tant que les revendications communes et spécifiques ne sont pas satisfaites.

Les clamures des syndicalistes de base, telles que: "nos revendications sont particulières, spécifiques aux cheminots", ne sont qu'un prétexte de plus pour enfermer la lutte et l'amener à la défaite. Chez les cheminots, toutes les revendications rejoignaient celles des différents secteurs de la SNCF, celles des ouvriers des autres sec-

teurs et notamment du secteur public. Elles étaient et sont fondamentalement contre la dégradation des conditions de vie, de travail, les licenciements et les baisses de salaire; en clair, ces revendications font partie d'une même riposte générale contre toute la classe ouvrière.

- Pour défendre leurs revendications, il est nécessaire que les ouvriers ne laissent pas les syndicats négocier à leur place avec le patronat et le gouvernement. Cette tâche doit revenir à leurs propres délégations élues et révocables par les assemblées générales. Laisser cette responsabilité aux "spécialistes des négociations secrètes" que sont les syndicats revient -comme les travailleurs en font toujours l'expérience- à se faire poignarder dans le dos.

- Les ouvriers ont raison de se méfier des actions "coups de poing" (blockage des routes, etc.) prônées par les syndicats et leurs acolytes à la base, qui n'ont pas d'autre fonction que de détourner la combativité par des actes stériles, et, en fin de compte, démoralisants, car ils ne sont qu'une diversion contre le besoin d'unification.

- Tout le besoin qu'éprouvent les minorités d'ouvriers les plus combattifs de se regrouper, de confronter, de tirer ensemble les leçons de leurs expériences de lutte, doit se concrétiser dès aujourd'hui par la formation de comités de lutte, ouverts à tous les ouvriers, qui se fixent pour objectif de préparer activement les prochains combats, qui soient un lieu vivant de la classe en vue de l'unification des luttes par les ouvriers eux-mêmes (3). La nécessité exprimée par le comité de lutte de l'EDF, fin janvier 87, est plus que jamais à l'ordre du jour : "... Il y a marre des magouilles syndicales; ensemble PREPARONS LA LUTTE... RASSEMBLONS-NOUS ! UNISSEZ-NOUS !".

Tout aussi fort qu'ait pu être ressentie la défaite à la SNCF, elle est l'apprentissage indispensable pour que les futures luttes ouvrières soient victorieuses !

M.B.

- 1) Sur les luttes à la SNCF, voir RI depuis le n° 153.
- 2) Voir les articles sur la dénonciation du syndicalisme de base et des gauchistes, notamment dans RI n° 153-158.
- 3) Sur les comités de lutte, voir RI n° 154 et n° 156.

LISEZ LA REVUE INTERNATIONALE

REVUE INTERNATIONALE N° 51

- Editorial : signification des tensions dans le Golfe Persique.
- LUTTE DE CLASSE INTERNATIONALE : Corée du Sud, Afrique du Sud, Manille.
- TRAVAUX DU 7e CONGRES DU CCI :

 - . Résolution sur la situation internationale ;
 - . Milieu révolutionnaire ;
 - . Modification de la plateforme.

- 70 ans après Octobre 17...
- DEBAT INTERNATIONAL : à propos de la question syndicale et de l'intervention des révolutionnaires.
- HISTOIRE DE LA GAUCHE HOLLANDAISE.



LES VOCALISES NATIONALISTES DE LA C.G.T.

■ La CGT veut faire croire qu'elle lutte avec les ouvriers. Ce qu'elle propose n'est que mascarade, mystification, dévoiement de ce qu'est la véritable lutte ouvrière.

Le 27 août, relayée largement par les médias, elle organisait une "action" spectaculaire avec une poignée de ses militants, vociférant, qui a consisté à occuper l'Opéra de Paris, à lancer des pétards et à distribuer des tracts et des chapeaux en papier dans un quartier chic pour "défendre" Renault. Aujourd'hui, en effet, les ouvriers de Renault sont encore une fois dans le collimateur du gouvernement. Aux énormes charrettes de licenciements qui sont passées dans les dernières années vont s'ajouter au moins 5 000 en 1987 et 5 000 autres en 1988; et pour couronner le tout, par le moyen d'un changement de statut de la Régie, la bourgeoisie cherche à se libérer encore un peu plus les mains pour pouvoir porter des attaques toujours plus fortes quand ce sera nécessaire.

Une nouvelle fois, la CGT vient d'afficher sa vraie nature bourgeoise, aujourd'hui sur la façade de l'Opéra : -au problème vital des licenciements que se posent les ouvriers, elle répond par le mot d'ordre qu'elle a osé étalement en grand : "Renault n'est pas à vendre, il appartient à la Nation". Aux intérêts ouvriers, elle répond en mettant en avant les intérêts de l'entreprise et de la nation, c'est-à-dire, les intérêts du capital, -à la nécessité pour les ouvriers de se battre contre les licenciements massifs qui les mènent à la misère, elle

leur propose de se battre pour conserver le statut de Régie à l'entreprise, alors que les ouvriers savent très bien qu'un tel statut n'a jamais empêché les licenciements (plus de 20 000 emplois ont été supprimés ces trois dernières années).

Encore une fois, elle veut envoyer les ouvriers dans une voie de garage :

-A la question que se posent les ouvriers de Renault et d'ailleurs : "comment lutter, comment riposter", elle répond en se lançant dans des "actions" dites combatives, comme elle le fait chaque année à la veille de la rentrée, quand les usines sont fermées et que les ouvriers sont en vacances, et cela pour leur faire croire qu'elle est à l'avant-garde de la lutte, qu'elle veut les défendre et qu'ils ne peuvent rien faire sans elle.

Des "actions" comme celle-là, la CGT en mènera d'autres, mais ce qu'elle cherche à faire dès aujourd'hui, c'est occuper le terrain de la lutte ouvrière et se placer préventivement "aux avant-postes". C'est avec un tel travail qu'elle se prépare, soit à empêcher les ouvriers de prendre par eux-mêmes toute initiative de lutte, voire à les en dissuader, soit à les contrôler et à les dévoyer quand ils prennent le chemin du combat. C'est cela que leur promet Krasucki quand il annonce "un mois de septembre combatif, couronné par une journée de lutte nationale avec grèves, manifestations dans chaque région, le 1er octobre".

J.E.

BILAN DE LA LUTTE DE CLASSE EN EUROPE OCCIDENTALE

La nécessité de l'unification au cœur des combats ouvriers

Il y a environ un an, au lendemain du mouvement de grèves massives du printemps 86 en Belgique, nous mettions en évidence que cette lutte était le premier signe d'un tournant important dans la situation mondiale et notamment sur le plan du développement de la lutte de classe dans les grandes concentrations ouvrières du bloc occidental. Nous mettions en évidence que les conséquences de la nouvelle plongée dans la récession mondiale plaçaient et allaient placer la classe ouvrière devant la nécessité, pour pouvoir continuer à se défendre contre la dégradation accélérée de toutes ses conditions de vie, de rechercher les moyens de développer la solidarité, d'élargir le front de résistance au-delà de toutes les divisions par secteurs ou corporations, en fait de construire, face aux attaques de plus en plus frontales et massives menées simultanément dans tous les secteurs ouvriers, son unité dans la lutte. Nous mettions en évidence que ce sont ces tendances qui avaient été le fait marquant des événements de Belgique et qu'à travers ces événements c'est la classe ouvrière internationale qui avait commencé à poser pratiquement la question de l'unification de ses luttes. Et si la Belgique avait été la première bataille qui ait posé aussi clairement ce besoin et qui ait mis aussi clairement en évidence les obstacles que la classe ouvrière doit confronter pour y répondre, cette première bataille ne pouvait qu'en annoncer d'autres. Comme nous l'écrivions, en décembre 86, à la veille de la formidable grève de la SNCF en France :

"Ainsi, les perspectives pour l'année 87 montrent d'ores et déjà quelle va être la dynamique de la lutte de classe dans tous les pays du bloc occidental : celle d'une plus grande détermination à résister à la misère capitaliste, qui ne peut que conduire la classe ouvrière à s'engager résolument dans la voie de l'unification de ses luttes, et, face aux manœuvres renforcées des syndicats, à ne compter que sur ses propres forces pour réaliser cette unité."

1987 : LA CLASSE OUVRIERE D'EUROPE OCCIDENTALE S'ENGAGE RESOLUMENT SUR LA VOIE D'UNE RIPOSTE PLUS MASSIVE ET UNIE

Aujourd'hui, on peut affirmer que les perspectives que nous tracions alors ont pleinement trouvé leur confirmation. En huit mois, il ne s'est pas passé une semaine sans que ne se développent, dans l'un ou l'autre des pays d'Europe occidentale, des luttes ouvrières significatives tant de la "plus grande détermination à résister" à des attaques partout toujours plus frontales et massives de l'Etat bourgeois que de la tendance à s'orienter, même si c'est à des degrés divers, vers l'unification de la riposte prolétarienne :

Décembre 86 : Eclatement de la grève de la SNCF. Une grève qui par son caractère massif, son extension foudroyante à tout le réseau ferroviaire vient d'abord faire la preuve que la classe ouvrière en France est désormais engagée de plain-pied dans la dynamique de la troisième vague de luttes ouvrières. Une grève qui, en démarrant, en s'étendant et en se dotant de moyens d'organisation à l'initiative des ouvriers eux-mêmes, va apporter une première réponse à un besoin que le printemps belge avait posé sans parvenir à y répondre : celui, pour la classe ouvrière, pour pouvoir développer et unifier sa riposte, de ne compter que sur ses propres forces. Une grève pourtant qui a payé du prix amer de la défaite son incapacité à dépasser l'obstacle de l'isolement et du corporatisme, mais qui, de ce fait aussi, a adressé cette leçon centrale, vitale pour les combats appelés à se développer tant en France qu'internationalement : c'est tous ensemble qu'il faut lutter ; tous les moyens de la lutte sont impuissants s'ils ne sont pas mis au service du développement d'un front de lutte le plus large et le plus uniifié...

Janvier-Février 87 : grève de British Telecom en Grande-Bretagne. Un mouvement qui démarre à l'initiative des techniciens, en dehors de toute consigne syndicale, et qui prend rapidement une ampleur massive, passant de 10.000 grévistes dans quelques centres à près de 100 000 dans tout le pays trois jours plus tard, tandis que le syndicat débordé en est encore à "brandir la menace" d'une grève de 24 h pour la semaine suivante. Une grève qui dépasse rapidement les divisions professionnelles entre techniciens et employés administratifs qui pèsent pourtant traditionnellement très lourd en G.B., entraînant finalement près de 150 000 travailleurs dans le combat sur les mêmes revendications. Une lutte qui, après que les syndicats aient réussi à faire voter la reprise du travail, alors que rien n'avait été obtenu, redémarre spontanément et massivement aussitôt après et parvient cette fois à obliger la bourgeoisie à reculer. Une lutte qui pourtant ne parviendra pas à sortir des limites du secteur et à briser le cordon sanitaire maintenu autour de cette lutte par les médias, les syndicats et le syndicalisme de base. Une grève, cependant, qui venait de faire faire à la classe ouvrière en G.B. l'expérience importante qu'une lutte courte et massive qui s'étend rapidement en débordant l'encadrement syndical est capable d'imposer un rapport de force à la bourgeoisie et de l'obliger à céder, même temporairement, montrant que la classe ouvrière de ce pays avait digéré et tiré les leçons de la défaite des mineurs en 85 et

des imprimeurs en 86, luttes qui s'étaient laissé enfermer dans des grèves longues et isolées, soigneusement encadrées par les syndicats.

Mars 87 : aux Pays-Bas, grève sauvage des employés municipaux à Amsterdam où des tentatives d'élargissement vers les postes et les chemins de fer voient le jour. En Belgique, nouvelle entrée en lutte, en dehors des consignes syndicales, des mineurs du Limbourg qui avaient déjà été en première ligne dans le mouvement du printemps 86 ; nouvelle volonté immédiatement affirmée de leur part de rechercher activement l'extension, non seulement dans le secteur des mines, mais en direction des principales usines de la région et des chômeurs, par le biais de manifestations quasi quotidiennes et de l'envoi de délégations massives. Il faudra le déploiement en grand de toutes les manœuvres raffinées du syndicalisme de base pour parvenir à rompre, en la sabotant de l'intérieur, cette dynamique d'extension. Le même mois, en RFA, face aux licenciements massifs annoncés dans la sidérurgie et dans les mines, premières réactions massives des travailleurs de la plus grande concentration industrielle d'Europe occidentale : la Ruhr. Une série de manifestations de rue se développent dans les principales villes, regroupant des travailleurs de différents secteurs et des chômeurs, et où c'est la question de la solidarité active et de l'unité qui est au centre des besoins exprimés par les ouvriers...

Février à juin 87 : Vague de luttes d'ampleur en Espagne, impliquant -tour à tour ou simultanément- quasiment tous les secteurs clés de l'économie espagnole. Un mouvement dont la 1ère force a été d'avoir dès le début manifesté, au-delà de la simple simultanéité des foyers de lutte, la volonté de rechercher la solidarité et l'unité la plus large dans la lutte, en particulier à travers la détermination à descendre dans la rue et à faire converger dans des manifestations communes différents secteurs en lutte. Un mouvement qui s'est heurté à la stratégie d'occupation active de tout le terrain par les syndicats, lesquels par de multiples appels à des journées d'actions séparées, à des manifestations éparses vont parvenir à faire en sorte que la plus grande dispersion règne, alors que des centaines de milliers de travailleurs sont en lutte. Un mouvement dont la 2ème force a été, après que cette tactique syndicale a eu pour effet de démasquer chaque jour un peu plus les syndicats aux yeux des ouvriers, de commencer à rejeter les propositions d'"action" syndicales, à prendre elle-même l'initiative de la lutte et à développer, en de nombreux endroits, la pratique des AG souveraines, à élire des comités de grève et à développer, en opposition ouverte aux manœuvres syndicales, des actions de solidarité beaucoup plus déterminées et massives (voir RI n°155 à 158). Un mouvement donc qui, en quatre mois, au cours même de son développement, a montré la capacité de la classe ouvrière à commencer à dépasser les obstacles auxquels elle s'était heurtée au début...

Mars-juin 87 : Développement de luttes massives en Italie, qui éclatent dans différents secteurs au travers d'assemblées, de grèves, et de manifestations de rue. Une lutte qui manifeste partout une hostilité ouverte et générale vis-à-vis des syndicats d'autant plus que ces derniers venaient de signer des accords crapuleux avec le gouvernement, et où, comme lors de la grève à la SNCF, la volonté des ouvriers de prendre la lutte en leurs mains propres se développe explicitement, en particulier chez les cheminots et les enseignants. Dans ce dernier secteur, le mouvement s'étend rapidement, se dotant d'organes unitaires de lutte qui vont regrouper hors du cadre syndical jusqu'à 150 000 travailleurs en lutte. Des tentatives encore minoritaires à l'extension et à l'unification vont voir le jour sans parvenir pourtant, jusqu'à présent, à se concrétiser (voir RI n° 158-159).

Ainsi, de la SNCF à British Telecom, de l'Espagne à l'Italie, c'est un effort continu de la classe ouvrière pour développer les moyens de l'unification de ses combats contre les manœuvres des forces d'encadrement de la bourgeoisie qu'on a vu se développer, même si l'est pas linéaire, même si les limites rencontrées ici ont souvent trouvé ailleurs les conditions et les moyens de leur dépassement. D'ores et déjà, l'ensemble de ces combats a marqué une série de pas en avant essentiels pour l'avenir des confrontations de classes :

- l'extension rapide de la lutte en tant qu'expression de la nécessité d'opposer le front de lutte le plus large aux attaques massives du capital. Même si, le plus souvent, cette extension s'est heurtée à une première limite de taille, la difficulté à sortir du secteur ou de la corporation, comme à la SNCF ou chez les enseignants en Italie, cette dynamique d'extension, cette tendance à s'élargir comme une traînée de poudre au plus grand nombre possible d'ouvriers apparaît déjà comme un acquis de la vague actuelle de luttes ouvrières ;

- la tendance qui a commencé à se manifester à la recherche, au-delà de la simple extension des luttes, du front le plus uni. C'est cet aspect d'unité qui révèle les tentatives de mettre en pratique la solidarité active au-delà de l'usine, du secteur, de la région, mais aussi la volonté d'utiliser la rue comme moyen privilégié pour briser l'isolement et élargir le front de lutte comme l'ont le plus clairement montré les événements du prin-

temps dernier en Espagne ;

- enfin, la volonté de la classe ouvrière de ne compter que sur ses propres forces pour, sans attendre les consignes syndicales, voire contre elles, engager, développer et étendre sa lutte, manifestant une défiance croissante vis-à-vis des manœuvres répétées des syndicats. C'est cette tendance à la prise en charge, qui s'est particulièrement manifestée en France et en Italie par le surgissement d'AG souveraines et de comités de grève élus, exprimant avant tout une plus grande confiance de la classe ouvrière en elle-même, sa détermination à se battre, mais pas derrière les syndicats. Même si cette tendance à la prise en mains de la lutte n'est pas encore directement la manifestation claire et consciente d'une volonté de réaliser l'unification des luttes, elle constitue d'ores et déjà une composante fondamentale de l'engagement de la classe ouvrière vers cette unification.

COMMENT ALLER PLUS LOIN ?

Les combats ouvriers qui se développent aujourd'hui en Europe occidentale constituent une avancée importante de la classe ouvrière dans sa lutte contre les attaques capitalistes. Cependant, la dynamique déjà engagée ne pourra pleinement se développer que si les luttes à venir s'orientent résolument vers le dépassement des faiblesses et des limites auxquelles se sont heurtés les différents mouvements au cours de ces derniers mois :

- l'enfermement dans le corporatisme, comme l'a illustré clairement la défaite des cheminots en France, défaite qui menace aussi les enseignants en Italie si leur lutte ne parvient pas à s'élargir aux autres secteurs ;

- la dispersion, comme l'ont montré les luttes massives des ouvriers en Espagne au printemps dernier qui, malgré leur simultanéité dans tous les secteurs, n'ont pu déboucher sur la création d'un front de lutte uni contre l'Etat.

Dépasser ces faiblesses, implique pour la classe ouvrière la nécessité de déjouer les manœuvres non seulement des syndicats, mais surtout du syndicalisme de base qui s'efforce de coller aux besoins de la lutte pour mieux les dénaturer, les dévoyer, en séparer les différents aspects afin de faire avorter toute tentative d'unification. C'est ce sale travail du syndicalisme de base qu'on a vu partout se développer ces derniers mois, tant en France, avec la pratique des trotskistes, consistant à "appuyer" la volonté des ouvriers de garder le contrôle de la lutte pour mieux en faire un prétexte à l'organisation de l'enfermement dans le corporatisme ; qu'en Espagne où la CNT et la base radicale des CCOO soutenus par une kyrielle de groupuscules gauchistes, ont "adhéré" à la détermination des ouvriers de descendre dans la rue, appelant à une série de manifestations dispersées, afin d'empêcher les ouvriers de prendre eux-mêmes en main ce moyen de lutte.

Dépasser ces faiblesses implique s'orienter vers tout ce qui peut renforcer l'unité dans la lutte : lancer immédiatement des appels à la solidarité des autres secteurs, et à l'unité d'action entre les différents secteurs engagés simultanément dans le combat, mettre en avant les revendications les plus larges et unitaires possible, capables de mobiliser le plus grand nombre d'ouvriers, utiliser la rue, les manifestations, comme lieux où peuvent se retrouver tous les ouvriers, actifs ou chômeurs, qui veulent apporter leur solidarité à la lutte, comme moyen pour faire converger tous les foyers de lutte en un seul front massif et uni.

Pour cela, c'est-à-dire pour assumer conscientement et clairement l'unification de ses combats, la classe ouvrière ne peut compter que sur ses propres forces, non seulement pour prendre l'initiative de la lutte, mais pour la garder sous son contrôle, dans tous ses aspects, du début à la fin ; en refusant de laisser les syndicats négocier à la place et dans le dos des ouvriers ; en se dotant des moyens qui lui sont propres : AG ouvertes à toute la classe, y compris aux révolutionnaires, où tous les aspects sont discutés et décidés collectivement, comités de grève élus et révocables. Ces organes doivent être résolument mis au service, non d'une quelconque prétendue "autonomie" de l'usine ou de la corporation, mais au contraire, en s'orientant vers la mise en œuvre de délégations massives en direction des autres secteurs et d'appel à la solidarité, au service de l'unité de la classe ouvrière.

PE

L'accélération brutale de la crise économique qui déjà frappe de plein fouet les grandes métropoles capitalistes ne peut que plonger de plus en plus les pays de la périphérie dans le marasme économique y compris ceux réputés jusqu'alors comme des "miracles économiques". Pour la classe ouvrière de ces pays, l'intensification croissante de la misère et de la surexploitation qu'elle subit depuis des décennies, est devenue désormais insoutenable. Les mouvements massifs qui secouent aujourd'hui la Corée et l'Afrique du Sud montrent que c'est partout que la classe ouvrière refuse de se soumettre à la logique du capitalisme en crise. Dans ces pays, l'usage du bâton ne suffit plus à museler une classe ouvrière déterminée à se battre pied à pied contre les attaques toujours plus violentes du capital. Le fait que la bourgeoisie de ces pays soit aujourd'hui contrainte de mettre en place le même dispositif anti-ouvrier que dans les pays d'Europe occidentale révèle toute l'importance de ces combats. Avec le développement des combats de classe en Corée du Sud et Afrique du Sud, la lutte du prolétariat mondial vient encore de s'intensifier.

■ Des centaines de manifestations secouent la Corée du Sud durant les mois de juillet et août, témoignant d'un mécontentement social généralisé. Tous les secteurs ouvriers s'embrasent simultanément : la sidérurgie et les chantiers navals, l'électronique et l'automobile, l'hôtellerie et les transports, le textile et les ports. Mille huit cents conflits vont ainsi paralyser totalement l'économie sud-coréenne au long de ces deux mois.

Chassés des usines par la police, les ouvriers envahissent les rues, comme à Ulsan. Les pauses entre deux conflits ne dépassent pas quelques jours pour une même entreprise, comme à Hyundai, premier groupe industriel coréen, où le travail reprend le 11 août après satisfaction des revendications salariales, pour cesser de nouveau le lendemain.

La détermination à se battre est omniprésente, s'exprimant toujours massivement, souvent contrainte de s'exprimer à travers des affrontements violents à la police anti-émeutes.

Les syndicats officiels (calqués sur le modèle US) sont discrédités, conspués pour leurs liens ouvertement affichés avec le patronat. Le gouvernement oscille entre la modération, faisant pression sur les patrons de choc pour qu'ils lâchent du lest, tout en usant de promesses "démocratiques" et, sur le terrain, de répression.

Dans ce "pays de cocagne" capitaliste, champion de la discipline du travail et de l'exportation, quelque chose est brisé. La classe ouvrière, réputée docile, est entrée en scène, obligeant le gouvernement et le patronat à reculer sur les revendications salariales et les conditions de travail.

LA CONDITION OUVRIERE : LES RAISONS DE LA COLERE

Etre ouvrier en Corée du Sud, pays de la "réussite économique", cela signifie d'abord travailler en moyenne 54 h 30 par semaine (plus qu'en Indonésie ou à Taiwan), ce pour un salaire parmi les plus bas du monde (185 à 255 \$ pour un homme, 120 à 160 \$ pour une femme). Cela signifie que même avec un emploi, et

Corée du Sud

Les ouvriers ripostent massivement

à la misère capitaliste



Par dizaines de milliers, les ouvriers coréens se sont mis en grève et ont manifesté au coude à coude afin d'obtenir des hausses de salaire.

dans la mesure où il n'existe pas de salaire minimal garanti, on a 13,2 "chances" sur cent pour un homme et 63,9 "chances" sur cent pour une femme d'avoir un salaire inférieur au minimum vital établi par les syndicats inféodés au patronat. Cela signifie encore les heures supplémentaires obligatoires et souvent non payées, huit jours de congés annuels que souvent on ne peut pas prendre. Cela signifie aussi risquer le chômage, sans allocations, sans ressources (10 à 12% de la population active sont officiellement au chômage). Cela signifie enfin la porte, si l'on proteste ou l'on revendique, avec inscription sur une "liste noire" qui rend l'embauche ultérieure quasi impossible.

Pour clore ce chapitre, il faut encore préciser que la militarisation de toute la vie sociale va de pair avec la surexploitation. Ainsi, à propos des manifestations de juin et juillet, un ouvrier de Youngdung dit : "Quand nous prenons part aux manifestations, nous courrons plus de risques que les étudiants. D'abord, si l'on est arrêtés, la police nous tabasse plus fort; personne ne viendra nous défendre. En outre, on est sûrs d'être licenciés dans les heures qui suivent." (Cf. "Le Monde" du 7/8/87) On pourrait ainsi multiplier à l'infini les exemples montrant sur quelle misère et quelle exploitation s'est construite la "réussite économique" coréenne.

C'est contre une telle pression, un tel contrôle permanent, de telles conditions de vie et de travail que la classe ouvrière va se battre de façon relativement spontanée, bravant les lois antigrevées, antimédiations, se donnant les moyens de faire céder, d'ébranler un pouvoir pour le moins musclé.

1 800 CONFLITS OUVRIERS EN DEUX MOIS...

Alors que depuis début juillet, la bourgeoisie sud-coréenne fait miroiter la promesse d'une "démocratisation" avec libération de quelques oppositionnels, promet d'accorder des statuts à des syndicats "libres", les ouvriers entrent bruyamment en scène sur les revendications salariales, les conditions de travail, les horaires. Ce sont d'abord les industries légères et lourdes, les sidérurgistes de Hyundai qui entrent dans la bataille. Le gouvernement, désespéré face à l'ampleur du mouvement, ne peut d'abord qu'appeler les patrons à céder : "...Le ministre du Travail (...) a en effet demandé aux industriels de prendre des mesures pour améliorer leur sort (des ouvriers) à moins de risquer de devoir affronter une agitation peut-être violente en milieu ouvrier." ("Le Monde" 7/8)

(suite p. 7)

En Afrique du Sud aussi, c'est la lutte de classe qui s'affirme

■ Une nouvelle fois, la classe ouvrière en Afrique du Sud montre sa détermination massive à résister à une dégradation accrue de ses conditions d'existence. Depuis début juillet, ce sont plus de 300 000 mineurs qui sont en grève pour : des augmentations de salaire d'au moins 30% (c'est dire la misère qui règne déjà dans les rangs ouvriers !), trente jours de congés payés (la plupart des mineurs vivent dans des baraquements près des mines, sans leurs familles), la reconnaissance du 16 juin (anniversaire des émeutes de Soweto en 76) comme jour chômé et payé, une prime de risque et l'augmentation du capital décès versé aux familles en cas de mort accidentelle (800 mineurs sont morts l'an dernier à la suite d'accidents dans les mines). La détermination des ouvriers mineurs est grande, car, face aux propositions patronales d'augmenter les salaires de 24% et celles des syndicats de 27%, les ouvriers réclament et maintiennent avant tout une augmentation d'au moins 30% du salaire ! La détermination du prolétariat dans ce pays à résister à l'exploitation féroce qu'il subit, à la dégradation de ses conditions de travail et de ses conditions générales de vie est d'autant plus grande du fait du maintien du mouvement de grève des mineurs malgré la répression violente qui s'abat sur lui : répression dans les manifestations et les meetings ouvriers (des morts et des centaines de blessés par balles), arrestations, et, à ce jour déjà, plus de 50 000 ouvriers licenciés ! Mais ce ne sont pas seulement les ouvriers dans les mines qui montrent actuellement leur résistance à l'intensification de l'exploitation capitaliste. Car 10 000 ouvriers des Postes sont eux aussi en grève sur leurs propres revendications et ont manifesté leur solidarité avec les mineurs, 15 000 ouvriers dans le secteur pétrochimique menacent de partir en grève toujours sur leurs propres revendications et 60 000 ouvriers dans le secteur de la métallurgie poursuivent des mouvements de grève pour des augmentations de salaire depuis juillet. Alors, contrairement à ce que tente de nous faire croire la propagande bourgeoise, ce n'est pas une nouvelle "guerre des races", une guerre de la race noire contre le régime blanc de l'Apartheid, une bataille pour la "démocratie" qui se mène en Afrique du Sud, mais c'est bien une guerre de classes, la guerre que mène l'une des fractions de la classe ouvrière mondiale contre les forces d'exploitation capitaliste. Les luttes massives et d'ampleur que mène le prolétariat en Afrique du Sud font partie intégrante de la vague de mouvements massifs qui secoue actuellement le prolétariat international. La confrontation qui se joue aujourd'hui entre les ouvriers

d'Afrique du Sud, et en particulier les mineurs, et les forces de la bourgeoisie est un moment dans la confrontation vivante que mène l'ensemble du prolétariat international contre les Etats capitalistes. Et, au sein de cette guerre de classes, le prolétariat d'Afrique du Sud se confronte comme le prolétariat de tous les pays du monde à l'une des armes les plus efficaces de la bourgeoisie contre les luttes ouvrières : le syndicalisme.

LE NUM ET LE COSATU SABOTENT LA LUTTE

Face à une classe ouvrière qui ne s'est pas laissé intimider, depuis le début de la vague de mouvements massifs commencés en 1984, par tout l'arsenal de répression utilisé ici sans aucun ménagement par l'Etat bourgeois, face à une classe ouvrière qui n'a pas désarmé dans la poursuite de ses luttes sur son terrain de classe, malgré tous les efforts de la bourgeoisie pour les ramener sur le terrain des luttes anti-racistes, pour la "démocratie", la bourgeoisie sud-africaine est contrainte de recourir de plus en plus sous la pression de son bloc de tutelle, le bloc américain - à l'arme du syndicalisme pour tenter de canaliser, encadrer et désarmer le mouvement de la classe ouvrière. Ici, dans le conflit des mineurs, c'est le NUM (principal syndicat des mineurs noirs, créé en 1982 de toutes pièces par les USA sur le modèle du syndicat des mineurs anglais) qui joue le rôle central de sabotage du mouvement.

Alors que la principale question que rencontre de façon cruciale tout mouvement de lutte dans un pays comme l'Afrique du Sud, isolé déjà géographiquement du prolétariat international et condamné à une répression immédiate terrible dès que le rapport de forces créé par les ouvriers n'est pas suffisamment fort face à l'Etat, c'est la nécessité de briser l'isolement et de regrouper immédiatement le maximum des forces ouvrières du pays, le NUM travaille depuis le début du mouvement des mineurs à désarmer celui-ci, à l'isoler du reste de l'ensemble de la classe ouvrière. Ils ont tenté de désarmer la combativité et la détermination des ouvriers en demandant aux mineurs de rentrer chez eux pendant la grève, sous le prétexte d'éviter le danger de la répression. Mais cette tentative a relativement échoué car la plupart des mineurs ont refusé de partir, conscients de la force qu'ils sont s'ils restent groupés ensemble. Ils ont maintenu les mineurs dans l'isolement en n'apportant pas les ouvriers des autres secteurs déjà en grève, comme ceux des Postes et de la métallurgie ou comme ceux du secteur de la pétrochimie qui menacent de ren-

trer en lutte, à s'unir dans un seul mouvement face à l'ensemble du patronat et à l'Etat. Et, devant la détermination des mineurs à continuer le mouvement, ils travaillent à détourner les objectifs centraux de la grève, liés à la défense des revendications ouvrières, dans les négociations menées avec le patronat sur la seule question de la lutte contre la répression des ouvriers "noirs". Ceci permettant de maintenir le mouvement des ouvriers en Afrique du Sud dans l'isolement face au prolétariat international, en présentant celui-ci comme un mouvement d'abord et avant tout de résistance des ouvriers noirs. Ainsi, non seulement le NUM fait tout pour que les ouvriers ne se battent pas ensemble, mais encore, c'est lui, en première ligne, qui les livre déshabillés aux terribles forces de la répression. Dans cette tâche de sabotage du mouvement, le NUM est relayé par le COSATU, la principale confédération syndicale créée aussi de toutes pièces sous la pression US en 1985. Celle-ci pour empêcher toute manifestation de solidarité active des autres secteurs avec celui des mines a proposé comme seul moyen de lutte celui d'organiser "une action nationale de solidarité", qui n'est pas encore définie mais qui ne peut en aucun cas être celle d'une grève de soutien, même de courte durée, car celle-ci serait illégale et risquée sous l'Etat d'urgence." (voir "Le Monde" du 29/8.) Action doublée d'un appel à une campagne d'action internationale... contre le régime blanc de l'Apartheid, pour la démocratie !

Alors, contrairement à ce qu'affirme encore la propagande bourgeoise, ce n'est pas la montée en puissance des syndicats comme le NUM et le COSATU que craint la bourgeoisie sud-africaine. Non, car ceux-ci sont en train d'affirmer clairement ce pour quoi ils existent, non pour la défense des intérêts ouvriers mais pour la défense de l'ordre capitaliste. Ce que la bourgeoisie sud-africaine craint, c'est, ici comme partout dans le monde, la menace de la lutte ouvrière. Aussi, la seule vraie solidarité de classe pour les ouvriers en Europe, en France, ce n'est pas celle que prône la CGT, les mouvements anti racistes, les gauchistes : la "solidarité des races contre le régime de l'Apartheid", dans des manifestations, blocage des envois de charbon en provenance d'Afrique du Sud, etc. Non, la seule vraie solidarité de classe avec la lutte des ouvriers en Afrique du Sud, c'est la poursuite, l'intensification des combats de classe, ici, en Europe, afin de créer un véritable rapport de forces en faveur du prolétariat international.

29/8/87

LEI.

UN PAS DE PLUS DANS L'ENGRENAGE GUERRIER DU CAPITALISME

Il est aujourd'hui un fait incontournable aux yeux du monde : ce sont plus de 50 navires de guerre dont plusieurs porte-avions géants et plus de cent quarante avions de combat qui croisent d'ores et déjà au large des côtes iraniennes, soit à l'intérieur même du détroit d'Ormuz, soit au large d'Oman. Il s'agit là de la plus grosse concentration navale déployée par les seuls Etats-Unis depuis la guerre du Vietnam, mais aussi de la plus grande puissance de destruction jamais rassemblée dans une région du monde depuis la seconde guerre mondiale.

LES JUSTIFICATIONS DE LA BOURGEOISIE

Une telle mobilisation militaire de la part du bloc, aussi bien quant à son ampleur qu'à la nature des Etats directement engagés -puisque l'Iran est l'un des trois grandes puissances militaires du bloc, à savoir les USA, la France et la Grande-Bretagne- a été rendue possible au prix d'une non moins grande mobilisation idéologique du bloc qui n'a fait que s'accentuer au cours des derniers mois pour "justifier" ses menées militaires contre l'Iran aux yeux des populations et de la classe ouvrière. Après plusieurs semaines de préparation patiente et minutieuse visant à entretenir des sentiments belliqueux vis-à-vis de l'Iran en exploitant à fond les situations -lorsqu'elle ne les a pas sciemment provoquées- la bourgeoisie occidentale a donc véritablement déployé son initiative militaire. Après l'échec des marchandages entamés par le bloc avec l'Iran, et dont le scandale de l'Irangate a constitué un point de non-retour, la diplomatie traditionnelle a cédé le pas à une autre forme de la diplomatie bourgeoise, celle de la cannonnière. Les incessantes attaques dont feraien l'objet les bateaux de commerce de la part de l'aviation et de la marine iraniennes, l'installation par l'Iran de bases de missiles "Silkworm" sur la rive iranienne du détroit d'Ormuz, le minage des eaux du Golfe (autant de faits qui ne datent pourtant pas d'aujourd'hui !) seront, sur fond de prises d'otages et de terrorisme, autant de prétextes à une croisade du "monde libre" pour "défendre le droit à la libre circulation". Dorénavant nommément désigné, l'Iran devient l'Etat de la région par lequel toute "paix véritable" au Moyen-Orient devient impossible. La caution "morale" suprême sera donnée par la communauté de la bourgeoisie internationale, au travers de l'adoption par le Conseil de Sécurité des Nations unies d'une résolution exigeant la cessation immédiate du conflit Iran-Irak, à laquelle l'Irak s'empressera de répondre favorablement. Summum de l'hypocrisie lorsque l'on sait que cette même guerre Iran-Irak a été déclenchée par l'Irak sous la pression américaine peu après la chute du Shah d'Iran en 1979 et a été alimentée sept années durant par tous les pourvoyeurs d'armes du monde occidental, et ce, sur les cadavres des centaines de milliers de morts que compte déjà ce conflit. La caution "morale" sera encore renforcée par la réunion récente de la Ligue des pays arabes ne faisant que confirmer le soutien apporté par l'ensemble des pays arabes (à l'exception de la Libye) à l'Arabie Séoudite après les affrontements meurtriers de la Mecque.

Car jamais campagne idéologique n'aura été aussi bien orchestrée au niveau du bloc, relayée en cela par les différents gouvernements. Aux Etats-Unis même, ce sera l'attaque et les morts de la frégate Stark le 17 mai dernier par... un missile irakien, qui conduiront les Etats-Unis à faire battre pavillon américain à 11 tankers koweïtiens désormais escortés par la marine américaine ; un épisode qui n'est pas sans rappeler, toutes proportions gardées, ce qui avait permis aux Etats-Unis de justifier aux yeux de la population leur entrée en guerre au moment de la seconde guerre mondiale, à savoir la destruction de leur flotte qui mouillait dans le

port de Pearl Harbour, destruction dont le projet était connu -comme cela fut prouvé ultérieurement- des états-majors militaires de l'époque.

Aux Etats-Unis même, les justifications données aujourd'hui à une opinion publique et à une classe ouvrière encore "traumatisées" par la guerre du Vietnam, s'inscrivent dans une continuité : celle qui passe par ce qui fut présenté au moment de la prise en otage du personnel de l'ambassade US à Téhéran en 1980 et du raid "manqué" qui s'ensuivit comme un "camouflet et un affront iranien" fait à l'Amérique des droits de l'homme, ou plus récemment encore le bombardement pur et simple de Tripoli et Benghazi en Libye pour "l'liquider Kadhafi" et signifiant au monde la détermination américaine pour faire respecter "son" ordre et celui du bloc en Méditerranée.

En Grande-Bretagne, mais surtout en France, la question des otages retenus au Liban par le "Jihad Islamique -fous de Dieu", puis les péripéties autour du rôle des diplomates iraniens dans le terrorisme qui a secoué récemment plusieurs capitales européennes serviront à entretenir les sentiments belliqueux à l'encontre de l'Iran et permettront à ces deux fidèles alliés militaires des USA de répondre présent à la requête américaine pour que l'Europe apporte sa contribution "à la défense du monde libre" dans cette région.

"L'affaire Gordji" qui permettra à l'Etat français de monter le ton et de désigner nommément l'Iran responsable des attentats de triste mémoire perpétrés à Paris en septembre 1986, donnant du même coup une justification renforcée à son initiative militaire avec l'appareillage du porte-avion "Clemenceau" et de son escorte.

En toutes circonstances, la bourgeoisie la plus forte trouve et trouvera toujours les "moyens idéologiques" indispensables à la justification du bien-fondé de sa politique, y compris guerre, ne laissant aux Etats plus faibles que les armes du désespoir telles que la prise d'otage et le terrorisme pour l'Etat iranien aujourd'hui encore plus acculé politiquement et asphyxié "juste ce qu'il faut" économiquement (compte tenu de son effort de guerre contre l'Irak et de son extrême dépendance pour ses exportations de pétrole) sous la pression conjuguée de l'ensemble des pays des Etats du bloc -quitte à se partager le travail en son sein.

Témoigne de cette réalité l'attitude de la RFA et de l'Italie placées en position d'interlocuteurs privilégiés de l'Iran auprès de l'Occident, ou encore la "modération" délibérément apportée par certains pays arabes comme la Syrie, les Emirats ou Oman... dans la dénonciation de l'Iran au sein du Conseil de la Ligue arabe. La souplesse d'action est une donnée à la disposition du plus fort, la diplomatie du terrorisme, des otages... ou des navettes "suicide", celle d'un Etat particulièrement affaibli. Telle est la loi du plus fort, celle qui régit le monde bourgeois. Il ne faut en effet jamais oublier que des millions de prolétaires se sont entretués au cours de la seconde guerre mondiale pour le grand alibi de la défense de la "démocratie agressée" par "l'expansionnisme fasciste", deux visages d'une même domination de classe !

QUELLE REALITE ?

Les menées militaires actuelles ne sont pas anodines. De par leur ampleur, elles traduisent une aggravation incontestable des tensions interimpérialistes, conséquences et produits de l'aggravation inexorable de la crise économique du système capitaliste où chaque bloc impérialiste cherche par tous les moyens y compris ceux du gangstérisme à conforter, sinon à étendre sa propre zone d'influence. Bien que ne mettant pas directement en prise les deux blocs, USA et URSS, "l'offensive du bloc

occidental (est) destinée à établir un cordon sanitaire autour de l'URSS". (Point 5 de la Résolution sur la situation internationale adoptée par le 7ème congrès du CCI à paraître dans la Revue internationale n°51) dont l'Iran est une composante indispensable. Le véritable enjeu est d'ailleurs confirmé par Alexander Haig, ancien secrétaire d'Etat américain, lorsqu'il affirme : "le véritable but de l'opération américaine de repavillonage des pétroliers koweïtiens n'est pas d'assurer la libre circulation du pétrole dans le golfe, mais d'affirmer la prééminence des Etats-Unis sur l'URSS dans cette région. Moins de 1% du pétrole passant par le golfe a été affecté par la guerre Iran-Irak" (souligné par nous). C'était déjà ce que signifiait Carter lorsqu'il déclarait en 1980 : "Toute tentative extérieure pour prendre le contrôle de la région du golfe serait considérée comme étant une attaque contre les intérêts vitaux des Etats-Unis et serait repoussée par tous les moyens, y compris par les armes".

L'avertissement à l'Union Soviétique était déjà clair à l'époque : "Pas touche au Moyen-Orient -Chasse gardée occidentale !".

Depuis lors, c'est à conforter et consolider sa position au travers de la "pax americana" que s'est atteinte le bloc occidental dont les menées militaires actuelles sont le prolongement de cette politique. L'objectif est dorénavant de parachever l'encerclement de l'URSS par la réinsertion de l'Iran dans le dispositif stratégique du bloc.

En jeu permanent entre les deux blocs impérialistes depuis la fin de la seconde guerre mondiale, le déclin inexorable de l'influence soviétique dans la région qui avait été spectaculairement entamé par le renvoi des conseillers soviétiques d'Egypte par Sadate dès 1972, n'a fait que se confirmer depuis lors au fil des années comme récemment au travers de l'intégration de plus en plus profonde de la Syrie au bloc occidental réalisée au prix de pressions et marchandages sordides réalisés sur le dos de dizaines de milliers de morts au Liban, qu'ils soient chutes ou palestiniens, libanais ou israéliens...

Si l'ampleur de la mobilisation présente du bloc occidental traduit un réel accroissement des tensions interimpérialistes, il traduit également l'importance stratégique de premier ordre que représente l'Iran aux yeux du bloc au sein de son dispositif d'encerclement de l'URSS. Ce n'est en effet pas un hasard si, après la tentative de l'URSS de mettre la main sur l'Iran au sortir de la seconde guerre mondiale, ce pays s'était progressivement constitué durant les années de pouvoir du Shah (sous l'autorité et grâce aux gigantesques facilités financières accordées à l'époque par les Etats-Unis) en une véritable forteresse avancée du bloc occidental dans cette région du monde. Entraînée et équipée par les USA, l'armée iranienne était alors l'armée la plus puissante et la plus moderne de la région. L'affaiblissement interne et militaire du maillon iranien dans le cadre du bloc occidental qui suivit immédiatement le renversement du Shah sera d'ailleurs rapidement mis à profit par l'URSS qui, par l'invasion de l'Afghanistan début 1980, fera une avancée impérialiste d'ampleur vers les mers chaudes de l'océan Indien.

Même si actuellement, c'est le bloc occidental qui est à l'offensive, faisant ainsi monter d'un cran le niveau des tensions entre les blocs, l'histoire récente dans cette région du monde montre à l'évidence le niveau de brigandage impérialiste de l'un comme de l'autre bloc. Car" même s'il s'établissait dans cette partie spécifique du monde (le Moyen-Orient) une "pax americana" durable, elle ne pourrait empêcher que la poursuite de l'offensive du bloc US ne fasse surgir d'autres foyers de conflits jusqu'à aboutir à l'embrasement généralisé d'une troisième guerre mondiale au cas où l'URSS serait repoussée dans ses derniers retranchements". (Extraits de la résolution citée précédemment).

Même si les luttes passées et présentes du prolétariat mondial ne rendent pas possible cet aboutissement monstrueux, la classe ouvrière ne doit cependant jamais se laisser bercer et relâcher son attention en quittant son terrain de classe sous la pression des "discours de paix ou de bonne volonté" dont la bourgeoisie devra user de plus en plus.

30/8/87.
BERTON

Note :

Pour plus de détails, nous renvoyons particulièrement nos lecteurs aux différents articles de prise de position sur l'Iran et le Moyen-Orient parus dans les "Revues internationales" n°16, 20, 22 et 31.



Gouvernement, PCF, PS tous unis dans l'effort de guerre

Si les tensions guerrières prennent, aujourd'hui, une tourne plus grave dans le monde, notamment au Moyen-Orient et en Afrique, au niveau des responsabilités l'Etat français se taille une part de lion.

Depuis des mois, nos dirigeants ne cessent de nous abreuver de mensonges. Le gouvernement français ferait, prétend-il, tous les efforts pour ramener la paix dans le monde.

Mais qui, pendant des années, a fourni massivement les armes les plus perfectionnées et les plus meurtrières à l'Irak, par exemple, participant ainsi largement à entretenir une des guerres "locales" les plus sanglantes qu'a connues l'humanité ?

Qui, soi-disant "sans se salir les mains", intervient directement au Tchad, soutient à bout de bras en matériel, en armes, en logistique, les régiments d'Hissène Habré pour infliger défaite sur défaite à Kadhafi et le soumettre ?

Qui, aujourd'hui, sous les mêmes prétextes fallacieux de "paix" et de "libre circulation" que les autres occidentaux a envoyé plusieurs navires de guerre rejoindre l'armada US dans le golfe Persique ?

Et notre ministre des Armées d'oser déclarer sans rire que leur mission est "purement nationale". Ils se retrouvent par hasard au même endroit du monde, pour les mêmes raisons, avec les mêmes intentions, mais ils ne sont pas ensemble (??). Voilà ce qu'il voudrait nous faire croire !

Tout cela n'est que mensonge et justification.

La France depuis des années et encore plus aujourd'hui ne fait que participer activement aux efforts de guerre du bloc impérialiste occidental, notamment

à travers l'offensive d'envergure qu'il mène au Moyen-Orient, pour repousser le bloc russe dans son glacis (cf. article ci-dessus). La France peut s'enorgueillir indéniablement d'être le bras droit du grand patron US par ses actions au Tchad pour faire rentrer la Libye dans le rang, et dans le golfe Persique pour prendre part à la mise au pas, par les armes s'il le faut, de l'Iran. Les intérêts et les nécessités du bloc exigent un tel effort.

La bourgeoisie française en est parfaitement consciente aussi : quasiment pas de voix discordante ne s'élève dans ses rangs en ce qui concerne une question aussi cruciale. Quand les navires ont quitté la rade de Toulon avec la bénédiction de Mitterrand, n'est-on pas allé demandé l'avis à l'expert en la matière qu'est l'ancien ministre socialiste, Hernu, qui a applaudi des deux mains et s'est même félicité qu'on utilise les dragueurs de mines qu'il avait fournis à la marine ?

Ah ! Bien sûr, il y a le PC, qui fait aujourd'hui une minuscule campagne "pacifiste" et ose dénoncer tous ces "hellèques" alors que pendant plus de quatre ans il a mené avec les socialistes la même politique extérieure, votant tous les budgets d'armements (toujours en augmentation) approuvant toutes les interventions militaires de la France (le retour en force au Tchad dès leur arrivée au pouvoir, la participation à la force multinationale au Liban en 1984, etc.).

Que la classe ouvrière ne se fasse aucune illusion en ce qui concerne les visées guerrières, ils sont fondamentalement tous d'accord et ils sont tous responsables de la barbarie qui se déchaîne aujourd'hui dans le monde.

JE

Polémique avec le P.C.I.

(suite de la p.8)

yeux de leur orientation politique. C'est, dès sa constitution en 1946, une telle démarche, très proche du trotskysme et fidèle à la lettre aux erreurs de l'Internationale Communiste, qui lui fait préconiser la reconquête des syndicats : "Le parti aspire à la reconstruction d'une confédération syndicale unitaire indépendante des commissions d'Etat et agissant avec les méthodes de la lutte de classe et de l'action directe contre le patronat, depuis les revendications locales et de catégories jusqu'aux revendications générales de classe. (...) Les communistes ne proposent et ne provoquent pas la scission des syndicats du fait que les organismes de direction seraient conquis ou détenus par d'autres partis".(6) C'est fondamentalement le même principe qu'il réaffirme au début des années 60 : "Le travail qui incombe aux quelques éléments qui sont restés sur le terrain de la défense de ce programme (communiste) est d'expliquer celui-ci. Ils doivent le faire dans les organisations réactionnaires que sont devenus les syndicats parce que ceux-ci, bien que momentanément dirigés par des équipes de bonzes qui font adopter des positions qui vont à l'encontre des intérêts les plus immédiats des ouvriers, sont des organes de la classe prolétarienne..."(7) Mais, à cette occasion, il fixe les modalités et limites de son action au sein des syndicats : "Lorsque, statuairement, il ne sera plus possible de préconiser la lutte de classe et sa ligne politique dans les syndicats, ces organismes n'auront plus rien de prolétarien et agir en leur sein n'aura plus de sens pour les révolutionnaires. Peut-être faudra-t-il en passer par là".

Toutes les oscillations opportunistes du PCI sur la question syndicale, pour accommoder en fonction des situations sa position fondamentalement bourgeoise du "syndicat de classe", s'appuient sur des définitions successives de limites très élastiques au champ très variable de son action envers les syndicats existants :

- en 1965 : "La CGT est en France la seule organisation syndicale rattachée à une tradition authentiquement prolétarienne (...). C'est donc au sein de la CGT que le parti de classe de demain doit s'efforcer de faire entendre sa voix..."(8);

- en 1970 : "La lutte de classe, dans la phase totalitaire et impérialiste, passe A L'INTERIEUR DU SYNDICAT. On DOIT lutter contre l'opportunisme dans la CGT...on NE PEUT PAS le faire dans les syndicats jaunes !"(9);

- en 1978 : "La section de Créteil (de la CFDT) participe donc par certains côtés à ce courant de "gauche" qui peut parfois, malgré beaucoup de confusions et de lacunes, canaliser des énergies prolétariennes dynamiques en rupture difficile avec l'opportunisme" (10);

- en 1981 : "Mais ce serait une erreur de vouloir dès aujourd'hui opposer une organisation de masse alternative aux syndicats, à l'échelle générale, et, donc, d'appeler à quitter les syndicats." (11)

Aujourd'hui, c'est sans s'embarrasser de considérations de rigueur théorique que le PCI "règle" la question des syndicats existants en mettant en avant l'impossibilité pour les ouvriers de s'organiser en leur sein. Mais pour n'avoir pas entrepris un travail systématique de critique de l'itinéraire sinueux qui, à son origine, préconisait la reconquête des syndicats, sa position actuelle, dont elle est l'aboutissement, ne constitue pas une évolution posi-

tive mais est en fait la façade d'une politique opportuniste des plus dangereuse pour la classe ouvrière -relativement au très faible impact du PCI dans celle-ci- et surtout pour lui-même; politique qui l'amène à se faire le soutien actif, voire même le promoteur d'une pratique bourgeoise visant à mettre sur pied des structures syndicalistes de base, à un moment où celles-ci tendent à constituer de plus en plus l'arme essentielle de la bourgeoisie contre la lutte de classe, relayant ainsi et complétant le travail des syndicats "classiques" de plus en plus décrédibilisés aux yeux de la classe ouvrière (12).

Pour ne s'être pas donné les moyens d'assimiler les raisons de ses échecs répétés à développer une action de classe au sein des syndicats, ainsi que ceux de l'Internationale Communiste avant lui dans sa politique de reconquête des syndicats dominés par la Social-Démocratie afin d'en faire des organismes prolétariens; pour n'avoir pas voulu rechercher les causes de ces échecs dans le changement des conditions historiques de la lutte de classe avec l'entrée du capitalisme dans sa phase de décadence, évacuant et rejetant ainsi le travail théorique entrepris sur cette question pendant les années 30, par la Fraction italienne de la Gauche communiste (13 et 14) dont il est issu et continue de se revendiquer, le PCI parvient aujourd'hui à un moment décisif de son histoire. A défaut d'entreprendre ce travail de réexamen critique de ses positions programmatiques, il s'achemine à court terme vers un nouvel et probablement définitif éclatement, avec tout ce que cela implique de perte en énergies militantes pour la classe ouvrière, ou, bien pire encore, vers son passage dans le camp de la bourgeoisie pour constituer un groupe gauchiste supplémentaire aux côtés des trotskystes et des anarchistes.

M.

Notes :

- 1) Publie "Le Prolétaire" et de nouveau, depuis le début de l'année, une revue "Bulletin de direction programmatique et de combat". Le n°2 de cette revue est exclusivement consacré au bilan de la lutte à la SNCF.
- 2) article : "Salaire contre profit, classe contre classe", "Le Prolétaire" n°390.
- 3) cf. notre brochure : "La décadence du capitalisme".
- 4) cf. notre article : "Le prolétariat dans le capitalisme décadent" dans la "Revue Internationale" n°23.
- 5) cf. notre brochure : "Les syndicats contre la classe ouvrière".
- 6) Plate-forme du PCI, 1946.
- 7) "Le Prolétaire" n°6.
- 8) "Programme Communiste" n°31.
- 9) "Le Prolétaire" n°75.
- 10) Dans le chapitre "La bataille de la CFDT" de la brochure "Postiers en lutte".
- 11) Dans le chapitre : "Les perspectives d'organisation" de la brochure "Pour des méthodes et des revendications de classe-orientations pratiques d'action syndicale".
- 12) cf. notre article : "Le besoin d'unification des luttes ouvrières et la confrontation au syndicalisme de base" dans la "Revue Internationale" n°50.
- 13) cf. nos articles : "La question syndicale après 1920" dans les n°24 et 25 de la "Revue Internationale".
- 14) cf. notre brochure : "La Gauche communiste d'Italie".

Corée du Sud

(suite de la p.5)

Mais un formidable tourbillon de conflits se déclenche : les mineurs, les ouvriers des chantiers navals, de l'automobile, de l'électronique, des transports, du textile, des ports, de la chaussure, entrent en lutte par milliers et le mouvement s'étend comme une traînée de poudre à tous les secteurs. Le 13 août, 226 des plus grosses entreprises sud-coréennes sont officiellement touchées par des grèves. L'importance de la sous-traitance dans l'économie coréenne facilite d'une certaine façon l'extension : 10 000 ouvriers d'une grande entreprise en grève, cela en fait 10 000 de plus dans la sous-traitance et en l'occurrence 10 000 qui se joignent au combat.

Le 11/8, à Hyundai Motor (1er constructeur automobile) après 24h de reprise du travail, la grève reprend de plus belle. Même chose pour les deux autres plus puissants constructeurs automobiles : Daewoo et Kia-Motor. Au même moment, dans les chantiers navals, ce sont au moins 32 000 ouvriers qui sont en lutte; dans le textile, les plus grandes entreprises sont paralysées par les grèves.

Le gouvernement demande aux patrons de céder, tandis qu'il envoie ses flics contre les grévistes. Ainsi, le 17 août, chez Hyundai, la police chasse les ouvriers de l'usine par crainte "qu'ils ne détruisent le matériel". Le lendemain, les ouvriers envahissent les rues d'Ulsan (ville industrielle), précédés par des tracteurs lourds. Ils sont accueillis par la population, rejoints par des dizaines de milliers d'ouvriers de tous secteurs (dockers notamment) et ce sont près de 100 000 personnes (contre 20 000 au départ) qui se retrouvent au coude à coude dans la ville face à une police qui n'ose plus intervenir. Les patrons céderont. Les ouvriers obtiennent satisfaction sur les salaires et la suppression des heures supplémentaires.

Le scénario est sensiblement le même dans les mines de charbon à Tongwou, où les ouvriers et leurs familles affrontent 155 flics anti-émeutes avant d'obtenir des augmentations salariales.

Autour de la mine de Munayong, le 12 août, des combats entre 600 ouvriers et 400 flics font 14 blessés chez les ouvriers, dont 7 femmes : "Plusieurs centaines de mineurs auraient chargé la police lorsque celle-ci a lancé des grenades lacrymogènes sur quelque 200 femmes et enfants venus manifester leur soutien aux grévistes..." ("Le Monde" du 4/8).

Le gouvernement brandit la carotte de l'apaisement et le bâton de la répression. Les ouvriers ne s'effraient pas du bâton et ne se laissent pas si facilement "apaiser".

Le 21 août, un ouvrier des chantiers navals de Daewoo est tué lors d'affrontements violents avec la police. La colère des ouvriers s'en trouve renforcée : plusieurs milliers d'ouvriers vont manifester leur hostilité à la police, notamment à Kojé et à Daewoo. Le 25 août, l'agitation sociale généralisée persiste toujours alors que près de 600 conflits, dont celui des chantiers navals de Daewoo, ne sont toujours pas résolus.

LA DEMOCRATIE : UN PIEGE CONTRE LES OUVRIERS

A l'heure où nous écrivons, le gouvernement semble de moins en moins disposé à céder tandis que la répression semble se faire plus féroce et que syndicats, patronat et gouvernements tentent d'appâter les ouvriers par la mystification démocratique : on libère encore des opposants; la Coalition nationale pour une Constitution démocratique "s'insurge" contre la dictature en multipliant les meetings, aidée en cela par la campagne anti-gauchiste lancée par le gouvernement (à Séoul notamment, où les étudiants manifestent bruyamment leur mécontentement et réclament la libéralisation du pays); la perspective d'élections présidentielles en décembre prochain chapeaute ce vacarme démocratique.

Le piège pour la classe ouvrière est tendu : l'amener à abandonner son terrain propre de revendications économiques et politiques, celui auquel elle s'est accrochée au long des deux derniers mois, celui qui a fait trembler le pouvoir sur ses bases, pour la perdre et la disoudre sur le terrain de la démocratie et des revendications inter-classistes.

Pour la classe ouvrière, il va s'agir dès lors de se battre sur deux fronts : d'un côté, l'Etat, ses ministres, ses flics, ses syndicats, ses patrons; de l'autre, le conglomérat interclassiste qui s'efforcera de noyer les ouvriers dans le marais des revendications démocratiques. Démocratie et ordre bourgeois ne font partout qu'un : ils signifient pareillement exploitation et misère pour les travailleurs.

Quelle que soit l'issue de ce combat -et s'il reste isolé à la Corée du Sud, il ne pourra être victorieux-

PUBLICATIONS

Ecrire les adresses comme suit, sans nom de la publication :

ACCION PROLETARIA
Apartado de Correos 258, VALENCIA 46080 ESPAGNE

INTERNATIONALISME
BP 1134, BXL 1
1000 BRUXELLES BELGIQUE

INTERNATIONALISM
P.O. Box 288 NEW YORK, N.Y. 10018-0288 U.S.A.

INTERNACIONALISMO
Apartado 20674 CARACAS 1020-A VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION
IR, Box 21106, 10031, STOCKHOLM, SUEDE

REVOLUTION INTERNATIONALE
RI, BP 581, 75027 PARIS Cedex 01 FRANCE

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE
CP 469, 80100 NAPOLI ITALIE

WERELD REVOLUTIE
WR Postbus 11549, 1001 GM AMSTERDAM HOLLANDE

WORLD REVOLUTION
BM Box 869, LONDON WC1 N 3XX, GRANDE-BRETAGNE

WELTREVOLUTION
Postfach 410308 5000 KÖLN, 41 R.F.A.

ABONNEMENTS

REVOLUTION INTERNATIONALE RI, BP 581 75027 PARIS CEDEX 01 FRANCE

ABONNEMENT SIMPLE : 12 numéros du journal :
FRANCE : 90 F ETRANGER : 90 F PAR AVION : 150 F
ABONNEMENT SIMPLE : 4 numéros de la REVUE
INTERNATIONALE :
FRANCE : 65 F ETRANGER : 65 F PAR AVION : 80 F
ABONNEMENT COUPLE (JOURNAL + REVUE) :
FRANCE : 150 F ETRANGER : 150 F PAR AVION : 150 F
Abonnements et versements par chèque bancaire ou postal
à l'ordre de **R.I. CCP 202 3302 X PARIS**

ABONNEMENT DIFFUSEUR :

Quelques lecteurs nous ont écrit, souhaitant diffuser notre presse autour d'eux. Nous proposons les modalités suivantes :
- Journal RI : abonnement à 3 : 110 F : à 5 : 160 F.
- Revue Internationale : abonnement à 2 : 70 F ; à 3 : 100 F.

Ecrivez-nous pour mettre au point d'autres possibilités.

BROCHURES

LES SYNDICATS CONTRE LA CLASSE OUVRIÈRE

10 F + 3 F pour frais d'envoi

NATION OU CLASSE

10 F + 3 F pour frais d'envoi

PLATE-FORME DE REVOLUTION INTERNATIONALE

10 F + 3 F pour frais d'envoi

PLATE-FORME ET MANIFESTE DU C.C.I.

10 F + 3 F pour frais d'envoi

ORGANISATIONS COMMUNISTES ET CONSCIENCE DE CLASSE : 10 F + 3 F

SUR LA POLOGNE (recueil d'articles)

10 F + 3 F pour frais d'envoi

LA DECADENCE DU CAPITALISME

10 F + 3 F

L'ETAT DANS LA PÉRIODE DE TRANSITION

20 F + 6 F pour frais d'envoi

LA GAUCHE COMMUNISTE D'ITALIE

30 F + 12 F pour frais d'envoi

DISTRIBUE PAR LES N.M.P.P.

Imprimerie G. Tautin, 9, Cité Beauharnais, 75011

Directeur de la publication : D. Van Cels

Numéro de Commission paritaire : 54267

Tirage moyen : 2000. Vente moyenne : 500

nos frères de classe coréens ont déjà mérité l'admiration et la reconnaissance de tous les ouvriers par leur combativité héroïque. Pour les ouvriers des pays développés d'Europe occidentale en particulier, il y a plusieurs choses à retenir de ces luttes, plusieurs leçons à tirer :

. d'abord que, même dans un pays du capitalisme coincé entre Chine, Japon et URSS, face à un gouvernement de forme dictatoriale, la classe ouvrière est la seule force de la société capable d'ébranler le pouvoir bourgeois;

. que, là bas comme ici, les syndicats sont les gardiens de l'ordre bourgeois, les défenseurs des intérêts de l'économie nationale ;

. enfin, que seules des grèves ouvrières, des luttes massives qui prennent la rue pour terrain de l'affrontement à l'Etat, ont une chance, par l'extension et l'unification des secteurs en lutte, d'obtenir satisfaction sur les revendications et, ultérieurement, de remettre en cause l'Etat bourgeois.

29/8/87
Florian

CRITIQUER LES SYNDICATS, POUR MIEUX DEFENDRE LE SYNDICALISME DE BASE

Comme c'est le propre de tout mouvement important de la lutte de classe, la lutte des cheminots de cet hiver en France a mis en évidence la nécessité pour les organisations révolutionnaires de pouvoir s'appuyer sur des positions programmatiques cohérentes si elles veulent prétendre jouer un rôle actif dans le développement de la lutte de classe en se maintenant dans le camp prolétarien. C'est en particulier indispensable concernant la question syndicale, alors que cette lutte a mis clairement à nu la nature bourgeoise des organisations syndicales traditionnelles et qu'elle a posé la nécessité pour les ouvriers d'être capables de déjouer les pièges du syndicalisme de base qui passe au premier plan des dispositifs antiproletariens de la bourgeoisie.

Certaines organisations qui se rattachent directement et organiquement aux fractions révolutionnaires qui ont résisté à la contre-révolution consécutive à la défaite de la vague révolutionnaire des années 20, pour n'avoir pas été capables d'actualiser, à la lumière de l'expérience vivante de la lutte de classe, des positions erronées reprises telles quelles du programme de la 3^e Internationale se retrouvent depuis le début des années 80 en inadéquation croissante avec les besoins de la lutte de classe. Le Parti communiste international (1) en constitue un exemple caricatural. Après avoir connu une série de scissions bourgeoises prenant appui sur de telles positions erronées, concernant la question des luttes de libération nationale, celle des "luttes inter-classistes"; après que cette organisation eut connu un éclatement en 1982, le groupe qui se maintient aujourd'hui, en revendiquant la continuité, est amené à revenir sur la question des syndicats existants et celle du syndicalisme, à l'occasion du bilan qu'il tire des luttes à la SNCF. Comment, à la lueur de cette expérience, cette organisation actualise-t-elle ses positions programmatiques et que signifie cette actualisation quant à son évolution ?

En fait, le PCI tire deux séries d'éléments d'analyse et de leçons contradictoires.

D'UNE PART, CONTRE LES SYNDICATS ET POUR LES COMITES DE GREVE

Il affirme que c'est la conscience développée par les ouvriers, à travers leurs expériences de confrontation au sabotage des luttes par les syndicats, qui explique, cet hiver, l'émergence de la lutte des cheminots, en dehors et malgré les syndicats : "l'usure de son influence (le collaborationnisme syndical) sur la classe et de sa capacité d'encadrement des travailleurs" et "la montée des contradictions de classe, voilà qui explique la réapparition soudaine et inattendue des conflits sociaux" (2).

Il affirme également que cette lutte ne constitue pas un accident de parcours dans le développement général de la lutte de classe, mais qu'au contraire elle préfigure des formes de luttes qui sont appelées à se développer : "Les formes de luttes actuelles, y compris l'organisation en comités de grève, avaient déjà été utilisées, ici et là, lors de conflits partiels et localisés, mais leur généralisation à grande échelle constitue un fait qualitativement nouveau et déterminant pour les futures luttes ouvrières" (2).

Voilà qui ne manquera pas de surprendre qui est averti de la conception qu'a cette organisation de la classe ouvrière, incapable à ses yeux d'élever par elle-même sa conscience au-delà des nécessités de la défense de ses intérêts immédiats et qui doit, même à cette fin, être organisée par le Parti. Il y a à priori de quoi se satisfaire de ce qui peut paraître constituer enfin le dépassement d'une conception qui, dans un autre contexte, en Pologne 1980, se refusait de comprendre le surgissement des luttes comme le produit de la maturité de la conscience de la classe ouvrière, s'exprimant spontanément face à des attaques brutales dans un mouvement massif et auto-organisé; conception, qui, par contre, faisait affirmer au PCI que ce mouvement avait son origine dans le travail souterrain et organisatif de ceux qui, n'étant alors qu'une poignée "d'opposants démocratiques" au régime allaient constituer le syndicat Solidarnosc, organe de la bourgeoisie et fossoyeur de la lutte.

Quant aux arguments avancés par le PCI pour expliquer et prouver l'affaiblissement de l'encadrement syndical, ils sont tout à fait convaincants :

- "...Ce qui devient impopulaire...parmi les travailleurs, ce sont les limitations et orientations défaitistes que les organisations syndicales cherchent en permanence à imposer aux mouvements de défense des conditions de vie et de travail de la classe ouvrière..."

- "...le recul inexorable du nombre de syndiqués, l'écho toujours plus faible des journées d'action et autres initiatives sans lendemain régulièrement organisées par le collaborationnisme syndical pour épouser les velléités combatives..." (2)

Tellement convaincants qu'ils ne devraient pas manquer d'interroger le PCI lui-même sur sa pratique encore récente visant à tisser des liens entre ouvriers, syndiqués ou non, par un travail...au sein des syndicats CGT et CFDT. Entreprise non seulement vouée à l'échec, mais qui objectivement, et à l'inverse d'une claire dénonciation des syndicats, participait à ralentir cet affaiblissement de leur capacité d'encadrement -aujourd'hui analysée comme positive par le PCI- parce qu'elle contribuait à entretenir des illusions chez des ouvriers combatisifs sur la possibilité de lutter au sein des syndicats.

D'AUTRE PART, POUR LE SYNDICAT ROUGE

Mais, constatant et mettant en avant certaines faiblesses du mouvement, en particulier sa vulnérabilité face à l'action des syndicats, le PCI préconise, pour y faire face efficacement, l'organisation des ouvriers dans un nouveau syndicat : "Il ne suffit pas de chercher à s'organiser lorsqu'une grève se déclenche pour assurer sa solidité et son extension en s'appuyant ou en faisant appel à la combativité spontanée des prolétaires; l'organisation est nécessaire au préalable, pour préparer la grève, pour mobiliser les travailleurs, pour déjouer les pièges des bureaucraties syndicales, des patrons et de l'Etat. Le problème n'est pas de créer une nouvelle boutique syndicale, rivale et concurrente de toutes les autres. Il est de créer les éléments d'organisation permanente des travailleurs, indépendamment et contre les orientations collaborationnistes des diverses bonzeries syndicales, regroupant les travailleurs combatisifs sur des bases et des perspectives de classe, qu'ils soient syndiqués ou non syndiqués, par-delà toutes les barrières de catégories, d'entreprises ou autres". (2)

A un problème réel, celui de la nécessité pour les ouvriers de confronter activement les manœuvres syndicales, face auxquelles leurs luttes ne sont pas invulnérables, même lorsqu'elles se développent hors de leur contrôle, le PCI donne une réponse fausse, celle de l'organisation permanente des ouvriers dans un syndicat de classe, un syndicat rouge comme il le nomme dans sa revue intitulée "Pour le syndicat rouge" (1). Au lieu de poursuivre avec la démarche qui lui avait permis de mettre en avant en quoi la maturité de la conscience ouvrière avait permis à une fraction de la classe, les cheminots, de déborder le barrage à une riposte massive constitué par les syndicats, le PCI retourne à ses schémas éculés en donnant une réponse qui ne correspond pas aux besoins de la lutte de classe actuelle. Ainsi, il s'interdit de rechercher et désigner la faiblesse essentielle du mouvement, le corporatisme, qui a laissé prise aux manœuvres du syndicalisme de base pour éviter toute extension aux autres secteurs, et qui a permis aux syndicats classiques de reprendre progressivement le contrôle de la situation pour isoler davantage encore la lutte dans la corporation et l'étrangler. Du même coup, non seulement le PCI s'interdit de participer comme une avant-garde à la préparation des prochaines luttes, mais il participe directement de leur affaiblissement à plusieurs niveaux :

- en occultant la cause réelle de la défaite, l'enfermement dans la corporation, il entrave ainsi le processus d'assimilation par la classe ouvrière d'une expérience importante, pour pouvoir en tirer toutes les leçons;

- il donne aux éléments combatisifs et les plus consciens ressentant, au lendemain de la défaite, la nécessité de se regrouper pour agir une fausse perspective consistant en des tâches organisatives d'un nouveau syndicat, en lieu et place de la seule perspective pour eux qui soit réellement de nature à renforcer la classe, cel-

le qui consiste à tirer collectivement les leçons de la lutte et de la défaite pour les généraliser au sein de leur classe, à constituer des groupes auxquels échoira la tâche dans le prochain mouvement de lutte d'intervenir face aux manœuvres syndicales, de pousser les ouvriers à prendre leurs luttes en main afin de l'étendre et l'unifier à plus de secteurs possibles. Ces groupes ouvriers, ou comités de lutte, ouverts à tous les ouvriers, syndiqués ou non, ne constituent en rien les embryons des futurs comités de grève, mais sont dès à présent les défenseurs les plus résolus de la nécessité pour la classe de garder de bout en bout le contrôle de sa lutte, dans ses assemblées générales souveraines, par l'élection de comités de grève responsables et révocables devant celles-ci;

- enfin et surtout, il participe à la mise en place de structures se voulant de "défense des intérêts immédiats de la classe ouvrière" qui, à terme, ne peuvent objectivement avoir pour fonction que celle anti-ouvrière d'un syndicat car, comme l'a montré l'histoire de la lutte de classe depuis la première vague révolutionnaire des années 20, aucune organisation de ce type ne saurait se maintenir comme organe de la classe ouvrière en dehors et indépendamment de la mobilisation de celle-ci. Comme l'a rappelé une fois de plus la lutte à la SNCF, l'organisation des ouvriers est le produit de leur mobilisation et de leur lutte et non pas l'inverse. De plus, dans les circonstances actuelles, il ne s'agit effectivement pas que "d'une même boutique syndicale", comme le dit lui-même le PCI, mais d'un nouveau syndicat, d'autant plus apte à dévoiler les luttes qu'il n'apparaîtra pas aux ouvriers comme un syndicat "classique" du type de ceux dont ils ont appris à se méfier et même à combattre car plus radical, plus "à la base", et "dénonciateur" des syndicats classiques.

En voulant concilier deux formes de lutte antagoniques, le PCI tente de résoudre de façon tout à fait opportuniste les contradictions grandissantes entre ses positions programmatiques éculées et la réalité de la lutte de classe.

UNE TRAJECTOIRE OPPORTUNISTE QUI MENE DANS LE CAMP DE LA BOURGEOISIE

A partir de la fin des années 20, le travail échoit aux fractions qui résistent à la contre-révolution de tirer le bilan de l'échec de la première vague révolutionnaire, en replaçant celle-ci dans le contexte de la situation nouvelle pour le capitalisme, sa phase de décadence (3), ouverte avec l'éclatement de la Première Guerre mondiale et rendant possible la révolution prolétarienne. Ce sont encore aujourd'hui fondamentalement ces conditions qui prévalent et que les révolutionnaires ne peuvent pas ne pas avoir mises en évidence ainsi que leurs conséquences qui, sur le plan des formes d'organisation de la lutte ouvrière, diffèrent de la période d'ascendance du capitalisme et peuvent se résumer ainsi :

- l'impossibilité d'améliorations durables pour la classe ouvrière lui interdit la constitution d'une organisation spécifique, permanente, basée sur la défense de ses intérêts économiques. Les syndicats perdent la fonction pour laquelle ils avaient survécu : ne pouvant plus être des organes de classe, et encore moins des "écoles du communisme", ils sont récupérés par le capital et intégrés à l'Etat (5);

- la lutte prolétarienne tend à dépasser le cadre strictement économique pour devenir sociale, s'affrontant directement à l'Etat, se politisant et exigeant la participation massive de la classe;

- un tel type de lutte, propre à la période de décadence, ne peut se préparer d'avance sur le plan organisationnel. Les luttes explosent spontanément et tendent à se généraliser. Elles se situent plus sur un plan local ou territorial que sur un plan professionnel. Ces caractéristiques préfigurent l'affrontement révolutionnaire où c'est la classe ouvrière comme un tout, à l'échelle d'une unité géopolitique (province, pays), qui agit (4).

L'analyse chez le PCI de la nature des syndicats consiste à opérer une distinction entre la forme d'organisation syndicale, viable pour lui en toute période, et la direction de ceux-ci, essentiellement responsable à ses

(suite p. 7)

Révolution Internationale est l'organe du Courant Communiste International en France

NOS POSITIONS

Le C.C.I. se réclame des apports successifs de la Ligue des Communistes, des 1^{ère}, 2^{ème} et 3^{ème} Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne.

Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

• Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative : socialisme ou barbarie.

• La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.

• La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.

• La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des conseils ouvriers.

• Le socialisme, mode de reproduction sociale ins-

tauré par les conseils ouvriers, ne signifie pas l'"auto-gestion ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.

• Les soi-disant pays socialistes (Russie, bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.

• A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.

• Tous les soi-disant partis ouvriers -partis "communistes" et "socialistes", ainsi que leurs appendices gauchistes- sont la gauche de l'appareil politique du capitalisme.

• Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections ne sont rien d'autre qu'une source de mystification capitaliste : toute participation au cirque parlementaire a pour seul effet de renforcer cette mystification aux yeux des prolétaires.

• Aujourd'hui, toutes les fractions de la bourgeoisie

sont également réactionnaires. Toutes les tactiques qui appellent aux "fronts populaires", "fronts antifascistes" ou "fronts unis" entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à la désarmer face à son ennemi de classe.

• Les "luttes de libération nationale" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le slogan de "soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".

• Le rôle de l'organisation des révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs", mais de participer activement à la généralisation des luttes prolétariennes et de la conscience révolutionnaire au sein du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

• L'indispensable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après cinquante ans de creux quasi-interrompu.

• L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.